



LE DEVOIR

Le retrait de Gaza

Après maints louvoiements, Nétanyahou démissionne

KARIN LAUB

Jérusalem — Le gouvernement israélien a donné son feu vert hier à la première phase du retrait de la bande de Gaza, devant débiter le 17 août avec l'évacuation de trois colonies juives isolées, malgré la démission du ministre des Finances Benjamin Nétanyahou qui juge ce processus dangereux pour l'État hébreu.

«Je ne suis pas prêt à participer à cet acte irresponsable qui menace la sécurité d'Israël», a estimé l'ancien premier ministre pour qui le désengagement «ignore la réalité et se déroule aveuglément, créant une base pour la terreur islamiste qui menacera l'État».



Benjamin Nétanyahou

Son départ a volé la vedette au vote (17 voix contre 5) sur l'abandon des colonies de Netzarim, Morag et Kfar Darom, qui n'était qu'une formalité, le plan global du premier ministre Ariel Sharon ayant déjà été approuvé à plusieurs reprises.

Le chef de l'exécutif s'est empressé d'assurer qu'il poursuivait la politique d'austérité de son ministre démissionnaire pour atteindre les objectifs de réduction du déficit public, des dépenses et du chômage. La bourse de Tel-Aviv avait en effet chuté de 5 % après l'annonce de la démission de Nétanyahou. M. Sharon a précisé que le vice-premier ministre, Ehud Olmert, occuperait les fonctions de ministre des Finances par intérim.

En claquant la porte à dix jours du lancement du retrait, Benjamin Nétanyahou fait un coup politique.

VOIR PAGE A 8: GAZA



AHMED JADALLAH REUTERS

Un gamin palestinien passe devant un graffiti à l'effigie du Hamas, hier à Gaza. L'organisation radicale palestinienne a lancé un concours de peinture où il s'agit de représenter le retrait israélien de la bande de Gaza comme une victoire pour ses militants.

«Soyez raisonnables», dit Charest aux employés de l'État

Le premier ministre n'exclut pas un dégel des frais de scolarité, tel que proposé par les jeunes libéraux

ANTOINE ROBITAILLE

Sherbrooke — C'est comme si l'automne politique, qui s'an-

nonce chaud notamment en raison des tensions entre l'État et ses employés sans contrats de travail depuis juin 2003, avait débuté précocement hier. Dans son discours de clôture du congrès de la Commission jeunesse du Parti libéral (CJ), à l'Université de Sherbrooke, le premier ministre Jean Charest a abordé de front la question en enjoignant les employés de l'État à se montrer «raisonnables». Soutenant que son gouvernement allait «négocier de bonne foi», il a toutefois déclaré: «Je n'achèterai

pas la paix en renvoyant la facture aux générations futures. Je n'achèterai pas la paix en compromettant les autres devoirs de l'État».

phrases accueillies par un tonnerre d'applaudissements de la part de l'auditoire de quelque 400 jeunes militants et députés.

Selon M. Charest, les quelque 500 000 employés de l'État ont un «emploi garanti», de «bonnes conditions de travail», lesquelles font

«l'envie de la majorité des travailleurs du Québec». Par conséquent, ils devraient accepter l'offre du gouvernement, soit une augmentation de 12,6 % sur 6 ans,



Jean Charest

VOIR PAGE A 8: CHAREST

L'ENTREVUE



MARIO BÉLANGER

Le sculpteur Roger Langevin et son œuvre récente, *La Grande Baigneuse*, mesurant six mètres de long sur deux mètres de haut.

Des œuvres à géométrie variable

L'artiste Roger Langevin vient d'entreprendre le vaste projet de produire une vingtaine de sculptures monumentales en dix ans. Professeur à l'Université du Québec à Rimouski, il entend concevoir une œuvre à chacune des sessions de son nouveau cours en sculpture monumentale qui s'amorcera cet automne. Une première pièce nommée *La Grande Baigneuse* vient d'être inaugurée au Musée de la mer, à Rimouski.

CLAUDE MORIN

Roger Langevin est un être passionné, un bourreau de travail, un pédagogue et un humaniste. Intarissable sur son art, il a contribué au développement de nouvelles techniques de moulage ainsi qu'à l'élaboration de nouveaux matériaux composites. Il mène de front plusieurs projets, dont celui d'un trimural à Oujda, au Maroc, devant l'Université Mohammed I^{er}.

VOIR PAGE A 8: SCULPTURE

Immigrants «fichés»: Québec soulève l'ire des groupes communautaires

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Les noms de tous les immigrants qui demandent de l'aide à un organisme communautaire devront sous peu être transmis au ministère de l'Immigration et des communautés culturelles (MICC). La nouvelle politique hérisse les groupes qui viennent en aide aux nouveaux arrivants, inquiets que cela

détériorerait le lien de confiance avec leur clientèle.

Au MICC, on souligne que cette nouvelle exigence, qu'on espère voir appliquée lors du prochain rapport annuel en juin 2006, permettra d'effectuer un meilleur suivi des clientèles et d'assurer une meilleure reddition de compte. «Ce n'est pas Big Brother!», assure Marie-Hélène Paradis, attachée de presse de la ministre de l'Immigration et des communautés

culturelles, Lise Thériault, en notant que les données seront dénominalisées dès leur arrivée au ministère.

«Ces données permettront de mieux suivre le cheminement de la clientèle, d'étudier son parcours et d'ajuster nos services afin d'accélérer le processus d'intégration. Des données nominatives permettront aussi de

VOIR PAGE A 8: IMMIGRANTS



ENRIQUE MARCARIAN REUTERS

Montréal, capitale canadienne sans conteste du jaywalking.

Le guérillero urbain

Le piéton indiscipliné, petit criminel ou grande victime d'un aménagement urbain déficient?

Dans la foulée du nouveau plan d'urbanisme de Montréal, le piéton commence à respirer mieux dans ses déplacements. De là à dire qu'il règne en roi sur la ville, il y a un grand pas que même le piéton ne peut franchir... Voici le deuxième d'une série de trois textes que propose *Le Devoir* sur la place du piéton dans la ville, sa contribution à l'aménagement urbain et son indocilité réputée.

FRÉDÉRIQUE DOYON

Les piétons montréalais sont reconnus pour leur indiscipline. Il suffit de sortir dans la rue et d'y jeter un coup d'œil: ils traversent n'importe où, quand bon leur semble. S'ils font l'effort d'attendre le feu vert, c'est les deux pieds dans la rue plutôt que sur le trottoir. Piéton indocile, effronté ou qui tente de s'affirmer dans un paysage dominé par la voiture?

Tout dépend de quel côté de la rue on se place...

Une étude du Centre de recherche sur les transports, réalisée en 2003, est venue confirmer cette tendance subversive qu'on subodorait. Selon l'enquête, qui compare les métropoles québécoise et ontarienne, Montréal pourrait bien raler la palme de l'indiscipline piétonnière au pays. On y apprend que seulement la moitié des Montréalais attendent sur le

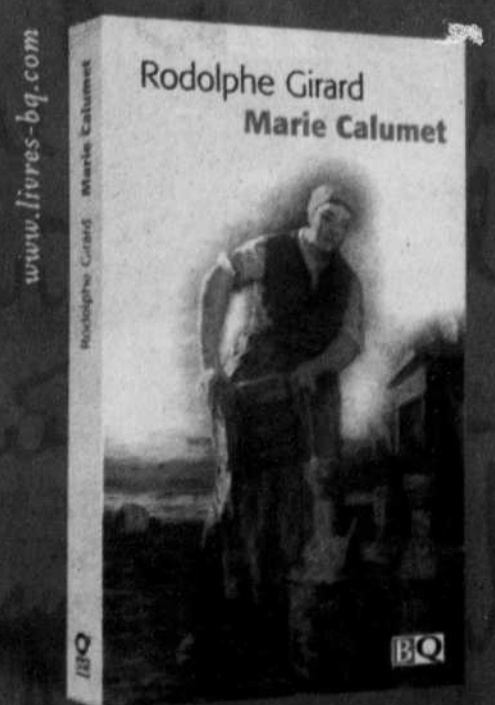
VOIR PAGE A 8: PIÉTON

MEXIQUE

Marcos dénonce la «fausse gauche» de Lopez Obrador

■ Nos informations en page B 1

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE



Un immense éclat de rire lancé à la tête des bien-pensants

216 pages • 9,95 \$

En vente dans toutes les bonnes librairies

INDEX

7	7831300064		
Annances.....	B2	Idées.....	A7
Avis publics.....	B5	Météo.....	B5
Convergence.....	B6	Monde.....	B3
Culture.....	B8	Mots croisés.....	B5
Décès.....	B2	Religions.....	B5
Économie.....	B1	Sports.....	B4
Éditorial.....	A6	Télévision.....	B7

LES ACTUALITÉS

Course à la direction du PQ

Les jeunes péquistes ne souhaitent pas le retour de Bernard Landry

JOCELYNE RICHER

Sherbrooke — Les jeunes du Parti québécois souhaitent que Bernard Landry ne soit pas candidat à sa propre succession à la tête de la formation souverainiste.

Le président de l'aile jeunesse du PQ, Claude Villeneuve, a invité clairement, hier, lors d'une conférence de presse, l'ex-chef du parti à renoncer aux ambitions qu'on lui prête, soit de songer à revenir à la politique active en se portant candidat.

«Je souhaite que Bernard Landry continue d'agir au sein du mouvement souverainiste, mais pas en tant que chef», a tranché M. Villeneuve.

Depuis sa démission, le 4 juin, M. Landry n'a jamais dit publiquement qu'il songeait à être dans la course, mais il n'a pas non plus fermé la porte complètement.

Certains souverainistes s'activent depuis pour le convaincre de reprendre du service. D'autres l'exhortent à annoncer au plus tôt ses couleurs et à ne pas faire du

rer le suspense sur sa possible candidature. Selon la manchette du quotidien *Le Devoir* de samedi, M. Landry aurait renoncé à se présenter et devrait en faire l'annonce cette semaine.

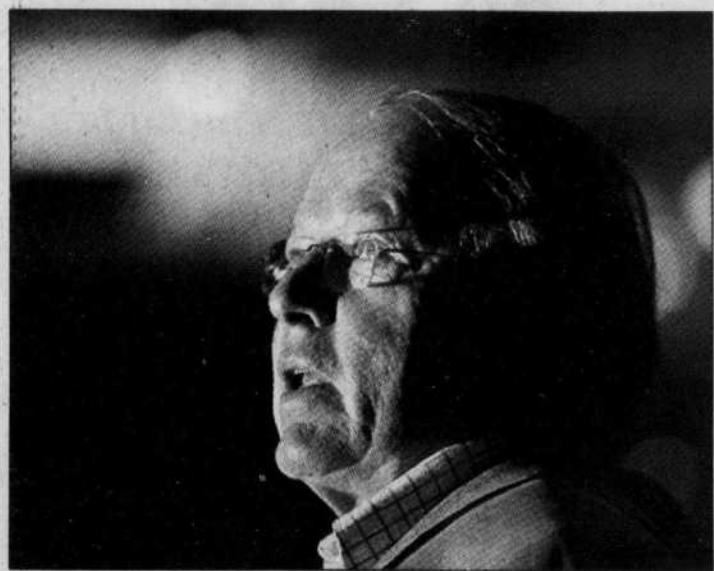
«On a beaucoup d'estime pour Bernard Landry. Je veux le voir continuer à se promener dans les cégeps et les universités», a ajouté M. Villeneuve.

À titre de simple militant souverainiste, l'ex-premier ministre du Québec pourra «continuer à être très utile pour le Québec», selon lui.

Pour l'instant, le comité des jeunes du PQ préfère ne pas se prononcer en faveur de l'un ou l'autre des candidats déjà en lice. Il se réserve le privilège d'appuyer ou non un candidat d'ici la fin de la course, a indiqué M. Villeneuve.

Le prochain chef du PQ sera connu à la mi-novembre. Les personnes intéressées ont jusqu'à la mi-septembre pour se porter candidates.

Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Bernard Landry lors du dernier congrès du Parti québécois, alors qu'il venait d'annoncer sa démission.

 Jewish Public Library
Bibliothèque publique juive
הספרייה הציבורית העברית
ידישת פאבליקס ביבליאטעק

91^e Assemblée générale annuelle de la Bibliothèque publique juive

Judi 8 septembre 2004 à 19 h 30
Centre de conférence Gelber, 1, carré Cummings

Invité d'honneur :
Edward Hillel, photographe bien connu
« The Use of History and Collective Memory in the Creative Process »
Présentation avec diapositives

Rencontre des premiers ministres provinciaux

La formation des travailleurs sera au centre des discussions à Banff

La rencontre devrait également porter sur le déséquilibre fiscal

Calgary — Après des années de querelles entre Ottawa et les provinces sur le financement des soins de santé, la question de la formation des travailleurs est maintenant au centre des préoccupations des premiers ministres provinciaux, qui se rencontrent cette semaine à Banff, dans les Rocheuses.

«Tous sont d'accord pour dire qu'il faut investir dans le capital et le potentiel humain si l'on veut s'assurer d'une économie vigoureuse», a affirmé le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty. Selon lui, tout le monde a intérêt à ce que le fédéral devienne un véritable partenaire en ma-

tière d'éducation, notamment en appuyant davantage l'éducation postsecondaire.

Il est plus que temps de s'occuper de ce problème, a estimé pour sa part Roger Gibbins, de la Fondation Canada West.

«Nous avons parlé assez longtemps de soins de santé et nous devons maintenant voir au développement à long terme de la force ouvrière canadienne, ce qui veut dire un plus grand accent sur l'éducation et la formation professionnelle.»

L'Alberta est déjà aux prises avec une importante pénurie de travailleurs spécialisés, a signalé le ministre des Affaires intergouvernementales de cette province,

Ed Stelmach. «Nous avons du mal à combler les postes quel que soit le métier ou la profession, a affirmé M. Stelmach. Ce problème nous affecte à tous les niveaux et même dans les plus petites communautés. J'ai rencontré des petits vendeurs de machines agricoles qui ont du mal à vendre leurs produits parce qu'ils n'ont pas assez de personnel pour les monter à temps pour les récoltes.»

Le premier ministre de la Saskatchewan, Lorne Calvert, croit quant à lui que le temps presse avec la génération des baby-boomers qui sera bientôt à la retraite.

Outre le développement de la main d'œuvre, les discussions de-

vraient également porter sur ce que certaines provinces, dont le Québec, appellent le déséquilibre fiscal, soit la disparité entre les revenus fiscaux d'Ottawa et ceux des provinces.

De même, les premiers ministres feront le point sur l'état des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, maintenant que la crise de la vache folle est passée.

Une rencontre est d'ailleurs prévue entre les premiers ministres et le nouvel ambassadeur des États-Unis au Canada, David Wilkins.

Presse canadienne

ALBERTA

Un déraillement causé par une voie défectueuse

Wabamun, Alberta — Le déraillement d'un train qui a provoqué le déversement de plusieurs centaines de milliers de litres d'hydrocarbure dans le lac Wabamun mercredi dernier serait le résultat d'une section de voie ferrée défectueuse, ont indiqué hier des responsables du Canadien National (CN).

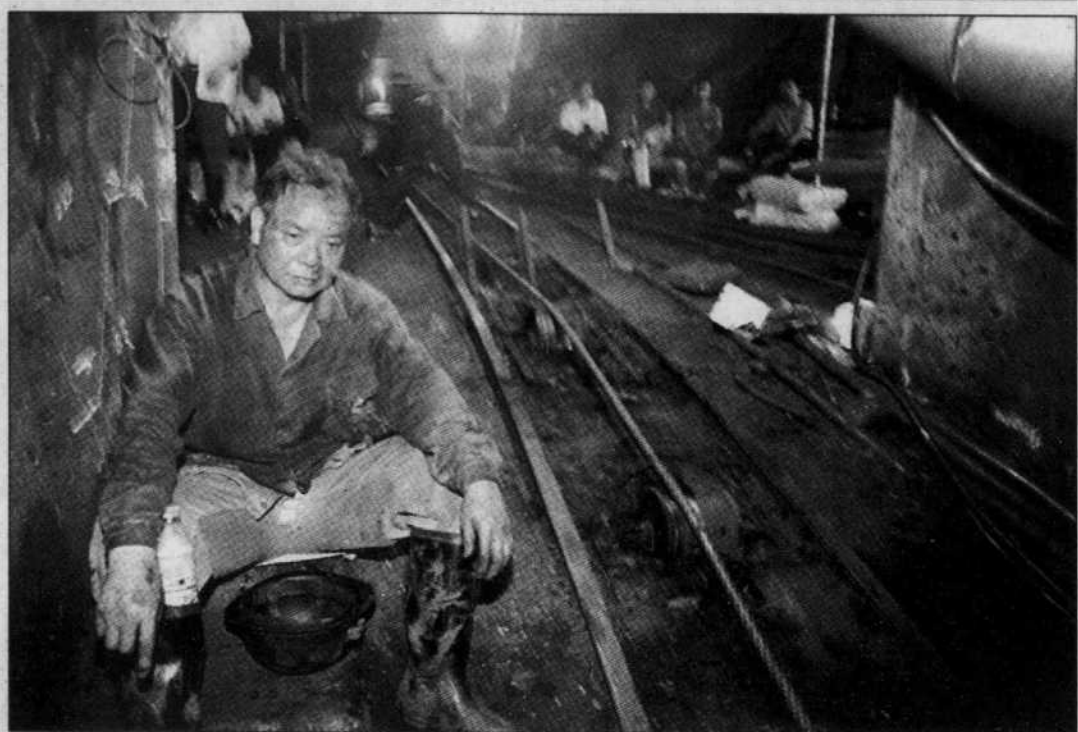
La compagnie a ajouté que la section de rail endommagée serait envoyée au Bureau de la sécurité des transports (BST) pour analyse, une fois que ses propres experts l'auront étudiée.

Un porte-parole du CN, Jim Feeny, a indiqué que la société vérifiait l'état de la voie quatre fois par année et que la section en cause avait été examinée pour la dernière fois en mai dernier. M. Feeny n'a toutefois pu dire pourquoi la voie avait cédé. Ce sera aux enquêteurs du BST de trouver la cause du problème, a-t-il ajouté.

En tout, 45 des 145 wagons qui composaient le train ont déraillé. Certains des wagons transportaient de l'huile lourde et 15 d'entre eux ont laissé couler une partie de leur chargement dans l'environnement.

Le ministère de l'Environnement de l'Alberta estime que 734 000 litres d'huile se sont échappés des wagons. Entre-temps, les efforts se poursuivent pour nettoyer le secteur et de nouveaux équipements sont arrivés en fin de semaine pour aider à la tâche. Un centre d'urgence a également été établi pour sauver les oiseaux et autres animaux enduits d'huile.

Presse canadienne



CHINA NEWS REUTERS

Un mineur de la houillère de Daxing, dans la province chinoise du Guandong, attend de connaître le sort de la centaine de ses collègues bloqués par l'inondation d'un puits à 420 mètres sous terre.

Chine: une centaine de mineurs bloqués dans une mine inondée

Pékin — Une centaine de mineurs ont été bloqués hier par une inondation dans une mine de charbon du sud de la Chine et les sauveteurs tentaient de les atteindre, a annoncé l'agence de presse officielle Xinhua (Chine nouvelle).

Les mineurs, au nombre de 102 selon un décompte corrigé par les autorités citées par l'agence, ont été pris au piège dans l'après-midi dans un des puits de la houillère de Daxing, dans la province de Guandong.

L'inondation s'est produite à environ 420 mètres sous terre dans une galerie que les secours tentaient de siphonner avec des pompes à eau, a indiqué une source officielle de la localité de Meizhou, proche du lieu de l'inondation.

Chine nouvelle avait dans un premier temps fait état de 103 mineurs victimes de l'inondation et donné comme localisation géographique la ville voisine de Xingning. La mine est située à 265 kilomètres au nord-est de Guangzhou, la capitale de la province de Guandong.

Les mines chinoises sont considérées comme les plus dangereuses du monde. La sécurité y est souvent sacrifiée à la nécessité de fournir le combustible qui alimente l'industrialisation du pays et sa rapide croissance économique. Le charbon fournit 70 % des besoins énergétiques de la Chine.

Dans la première moitié de 2005, quelque 2700 décès, dus à des explosions, des effondrements, des incendies et d'autres accidents, ont été officiellement enregistrés dans les mines chinoises.

Le chiffre pourrait être encore bien plus élevé, selon des estimations de sources indépendantes, car les administrations minières falsifient souvent les bilans des victimes pour éviter fermetures et amendes.

Récemment, les autorités ont ordonné à plus de 5000 mines de charbon non officiellement enregistrées de suspendre leurs activités en attendant des inspections de sécurité.

Agence France-Presse



L'ACURA EL

238\$ PAR MOIS EN LOCATION SUR 48 MOIS

2,2% TAUX DE LOCATION OU DE FINANCEMENT

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



SAISISSEZ L'ÉTÉ

SAISISSEZ VOTRE CHANCE D'ACCÉDER AU LUXE. SAISISSEZ UNE EL.

L'ACURA EL TOURING Moteur VTEC[™] • Roues en alliage de 15 pouces • Coussins gonflables latéraux • Toit ouvrant électrique • Groupe électrique • Freins ABS • Régulateur de vitesse • Radio AM/FM, CD, 6 haut-parleurs • Climatiseur automatique sans CFC


ACURA
acura.ca

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
(450) 435-4455
acuraplus.com

GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E.
Anjou
(514) 354-8811
galeriasacura.com

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
(514) 340-1344
lucianiacura.com

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
(450) 659-1616
acurabrossard.com

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
(450) 682-4050
acuralaval.com

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 696-7777
acuragabriel.com

*Offre de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois établis pour l'Acura EL (modèle ES356S) 2005 neuve. Pour l'Acura EL (modèle ES356S), un acompte de 2775 \$ vous donne un versement mensuel de 238 \$ et un total des paiements de 14 199 \$. Taux de location annuel de 2,2 %. Un premier versement est requis et un acompte journalier est exigé. Allocation de 24 000 km par année (franc de 0,12 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation de 1 250 \$. Frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. *Offre de financement à l'achat d'une durée limitée, établie pour l'Acura EL (modèle ES356S), par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Par exemple, 20 000 \$ à 2,2 %. Paiements mensuels de 435,65 \$ pendant 48 mois. Coût d'emprunt de 911,20 \$. Total des paiements de 20 911,20 \$. Un acompte pourrait être exigé. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Du 3 août au 31 août 2005. Le modèle offert peut différer de la photographie. Les récents diplômés universitaires et collègues peuvent être admissibles au programme donneur d'œil à une allocation de 750 \$ sur certains modèles. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

ACTUALITÉS

Accident à l'aéroport de Toronto

C'est confirmé: l'Airbus d'Air France s'est posé beaucoup trop loin sur la piste

Toronto — L'Airbus A340 accidenté mardi dernier à Toronto a touché le sol beaucoup plus loin que la normale, presque au milieu de la piste, et les conditions météo, sous un violent orage, ne lui permettaient pas de s'arrêter à temps, a déclaré hier le chef des enquêteurs, Réal Levasseur.

«La piste fait environ 2700 m de long», a-t-il expliqué, et l'A340 a avalé «1200 m» de piste, soit près de la moitié, avant de se poser. La piste était détrempee par l'orage et «dans ces conditions, je suis convaincu qu'il n'y avait pas moyen que l'avion puisse s'arrêter avant l'extrémité», a ajouté M. Levasseur au cours d'une conférence de presse.

Selon M. Levasseur, les données de vol indiquent que l'appareil volait à environ 148 nœuds, ou 274 km/h, avec un vent arrière, lorsqu'il a atterri. Ce n'est pas loin de la vitesse d'approche habituelle de 140 nœuds.

Selon M. Levasseur, l'Airbus filait encore à près de 80 nœuds, soit environ 148 km/h, lorsqu'il est arrivé en bout de piste.

Le quadricycle a fini sa course dans un ravin et a pris feu. L'accident a fait 43 blessés, mais aucun mort parmi les 309 passagers et membres d'équipage. En temps normal, avec une piste sèche et tous les équipements de freinage mis en œuvre (inverseurs de poussée, destructeurs de portance et freins sur les roues), un avion de la

taille d'un A340 peut s'arrêter en 1500 m, selon M. Levasseur.

Son équipe s'efforce de déterminer à quelle vitesse l'avion a décollé après avoir touché le sol, puisque cela pourrait aussi avoir été un facteur d'accident. Des simulations et des tests de décélération en laboratoire seront effectués dans le cadre de l'enquête, a ajouté M. Levasseur.

Pilote entendu

Les enquêteurs ont entendu samedi le pilote de l'appareil, toujours hospitalisé à Toronto pour des blessures au dos. Ils ont eu avec lui des discussions «honnêtes et franches» dont la teneur ne sera pas divulguée pour le moment, a précisé M. Levasseur. Le copilote, qui était aux commandes au moment de l'atterrissage, a déjà été entendu et a regagné la France samedi avec le reste de l'équipage.

Les enquêteurs, a d'autre part indiqué M. Levasseur, vont tenter de comprendre pourquoi deux toboggans d'évacuation ne se sont pas déployés quand les portes ont été ouvertes. De nombreux passagers ont dû ainsi sauter d'une hauteur de quatre à cinq mètres.

Selon M. Levasseur, quatre des huit portes et issues de secours de l'avion seulement ont été utilisées: trois de ces portes, sur le côté gauche de l'appareil, étaient menacées par les flammes et une quatrième était difficile à ouvrir.



Le dérapage de l'Airbus A340 d'Air France à l'aéroport de Toronto, mardi dernier, a fait 43 blessés, mais aucun mort parmi les 309 passagers et membres d'équipage.

L'évacuation des occupants de l'appareil a pourtant été réalisée

dans un délai de 90 secondes et le sang-froid des 12 membres d'équi-

page a notamment été salué par les autorités aéroportuaires de Toronto.

Presse canadienne et Associated Press

Pâtes et papiers

Les experts appréhendent d'autres fermetures d'usines

Stephenville, T.-N. — L'industrie des pâtes et papiers traverse une période difficile. Après les récentes annonces de fermetures d'usines de Smurfit-Stone au Québec et au Nouveau-Brunswick, et au moment où le gouvernement de Terre-Neuve tente de sauver l'usine de pâtes et papiers d'Abitibi-Consolidated à Stephenville, des experts prédisent d'autres fermetures dans ce secteur au pays.

«C'est un vrai gâchis», observe John Duncanson, analyste du secteur de la foresterie pour Jennings Capital. Selon lui, l'industrie va bientôt essayer une tempête.

Smurfit-Stone annonçait la semaine dernière qu'elle fermerait son usine de carton de New Richmond, au Québec, licenciant du même coup près de 300 employés. Avec la fermeture de l'usine de la compagnie à Bathurst, au Nouveau-Brunswick, ce sont, au total, pas moins de 565 travailleurs

de Smurfit-Stone qui se retrouveront en chômage.

A Stephenville, 300 travailleurs perdront leur emploi en octobre, à la suite d'une décision annoncée le mois dernier. Le ministre terre-neuvien des Ressources naturelles doit rencontrer les responsables d'Abitibi-Consolidated pour tenter de trouver une autre solution.

Abitibi-Consol fermera aussi son usine de Kenora, en Ontario, et réduira ses activités à Grand Falls-Windsor, à Terre-Neuve. La compagnie a déjà fermé son usine de Port Alfred, au Québec en janvier.

Tembec doit fermer quatre usines de pâtes et papiers au Québec et en Ontario, en plus de trois usines déjà fermées cette année. D'autres compagnies ont fermé ou fermeront d'autres installations en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

L'industrie canadienne des pâtes et papiers a été durement touchée par la vigueur du huard

et la demande à la baisse pour le carton d'emballage.

Le dollar fort signifie que les compagnies paient davantage pour produire, et obtiennent moins pour le produit fini. Et bien que les prix de la pâte soient bons, l'industrie fait face à une chute de la demande, une surproduction et une pénurie de matière première, particulièrement dans l'est du pays.

Coûts de l'énergie

Mais c'est la hausse des coûts de l'énergie, qui ont décuplé ces dernières années, qui a fait le plus mal à l'industrie.

«Il y a certainement plus de noirceur que de lumière en vue», a commenté M. Duncanson.

L'industrie des pâtes et papiers est cyclique. Les optimistes estiment qu'il s'agit simplement d'une simple phase de repli. Les pessimistes craignent que ce ne soit le résultat d'une mauvaise planification

et d'un changement fondamental de l'industrie. Quoi qu'il en soit, M. Duncanson prédit que les fermetures d'usines ne s'arrêteront pas de sitôt.

On prévoit que le dollar canadien continuera à grimper et que les prix de la pâte à papier vont continuer à chuter.

La pression monte pour les gouvernements provinciaux, qui tentent de négocier des ententes avec les compagnies.

Au Québec, «la perte prévue d'emplois suscitera vraisemblablement une réaction défavorable chez les syndicats, qui pourraient obtenir certaines concessions du gouvernement, peut-on lire sur le site Internet de l'industrie, Paperwood. L'industrie pourrait aussi constater une plus grande flexibilité des syndicats dans les négociations de conventions collectives.»

Presse canadienne

Le prolongement de l'heure avancée en 2007 aura des conséquences techniques

New York — Lorsque le prolongement de l'heure avancée entrera en vigueur aux États-Unis en 2007, nombre de magnétoscopes, lecteurs DVD et ordinateurs devront être rappelés à l'ordre.

La raison: tous ces appareils sont programmés pour avancer l'heure tout seul ou la reculer le moment venu. Mais avec le prolongement de l'heure avancée, il faudra s'attendre à ce que ces appareils réagissent exactement comme le prévoit leur programmation.

Il faudra donc replacer l'heure à l'heure avancée manuellement, et faire de même pour revenir à l'heure normale après la fin de la période d'extension de l'heure avancée. Même chose au printemps, lorsque la période de l'heure avancée débutera plus tôt.

Ratifié aujourd'hui

Le projet de loi visant à prolonger l'heure avancée aux États-Unis doit être ratifié aujourd'hui par le président George W. Bush. Essentiellement, le changement vise à réduire les coûts d'énergie en donnant une heure de plus de clarté en fin d'après-midi. À compter de 2007, l'heure avancée débutera avec trois semaines d'avance et se prolongera durant une semaine de plus à l'automne. On ignore encore si le Canada adoptera lui aussi le prolongement de l'heure avancée.

«Malheureusement, tout ça va

compliquer un peu la vie des consommateurs», affirme Reid Sullivan, vice-président de la section de vertissement à la société Panasonic Consumer Electronics. Dans certains cas, les consommateurs vont devoir remettre certains de leurs appareils à la bonne heure.

«On ne parle pas d'une catastrophe, mais cela pourrait causer des problèmes si l'on ne fait rien ou si on n'est pas préparé», ajoute Dave Thewlis, directeur d'un organisme qui fait la promotion de normes pour les calendriers électroniques.

En ce qui concerne les ordinateurs, notamment ceux utilisant le système d'exploitation Windows de Microsoft, on peut s'attendre à l'élaboration de logiciels pour tenir compte des nouveaux changements d'heure.

Certains services publics, qui régissent la consommation des clients en tenant compte des heures de pointe, devront également s'ajuster.

Comme les compagnies de téléphone, qui devront tenir compte des tarifs d'appels interurbains en fonction des nouvelles heures.

D'autres complications seront inévitables si le Canada ne suit pas l'exemple américain. Plusieurs logiciels d'ordinateurs ne font en effet aucune différence actuellement entre les zones horaires aux États-Unis et au Canada.

Presse canadienne

Petits rois de la planche à roulette



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

À CHAQUE effort suffit sa... joie! Alexandre Richard, 15 ans, multiplie les prouesses sur l'une des rampes du skatepark aménagé au Centre des sciences de Montréal (CSM) dans le Vieux-Port, jusqu'au 5 septembre. Outre le pur plaisir de l'initiation au skate, l'événement SK8, qui s'ouvrait hier, permet aux jeunes de sept ans et plus de joindre un peu de théorie à la pratique, histoire d'améliorer leurs performances. Sur place, des experts du skateboard expliquent les principes physiques à la base des figures les plus courantes: pour bien exécuter «backside», «flip», «gap», «air twist», «shove-it» et «impossible», il faut comprendre la rotation. SK8 se greffe d'ailleurs à l'exposition Rotation X-trême du CSM. Un grand tournoi amateur clôturera l'événement durant le week-end de la fête du Travail.

LOTO QUÉBEC		Résultats	
Tous les réseaux des tirages			
SUPER 7	Tirage du 2005-08-05	GAGNANTS	LOTS
15 21 27 29 37 38 39	7/7	2	8 500 000,00 \$
Complémentaire: 46	6/7+	8	63 643,40 \$
	6/7	188	2 369,70 \$
	5/7	10 315	154,20 \$
	4/7	222 265	10,00 \$
Ventes totales: 27 341 336 \$	3/7+	204 672	10,00 \$
Prochain gros lot: 2 500 000 \$	3/7	1 855 432	Participation gratuite
649	Tirage du 2005-08-06	GAGNANTS	LOTS
06 22 28 36 41 48	6/6	1	7 509 872,00 \$
Complémentaire: 24	5/6+	0	309 380,60 \$
	5/6	118	2 165,90 \$
	4/6	6 154	78,70 \$
	3/6	112 779	10,00 \$
Ventes totales: 14 808 826 \$	2/6+	90 365	5,00 \$
Prochain gros lot (appr.): 4 000 000 \$			
Québec 49	Tirage du 2005-08-06	GAGNANTS	LOTS
04 08 10 14 21 35	6/6	0	1 000 000,00 \$
Complémentaire: 38	5/6+	1	50 000,00 \$
	5/6	28	500,00 \$
	4/6	1 205	50,00 \$
	3/6	21 281	5,00 \$
Ventes totales: 483 786,50 \$			
Extra	Tirage du 2005-08-05	Extra	Tirage du 2005-08-06
NUMÉRO LOT	NUMÉRO LOT		
806054 100 000 \$	084646 100 000 \$		
NE MANQUEZ PAS CE SOIR, ROUE DE FORTUNE À TQS À 18h25			
<small>Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.</small>			

• LES ACTUALITÉS •

Crash aérien au large de Palerme

Les recherches se poursuivent pour retrouver les disparus

Vingt-trois personnes ont survécu à l'accident et 13 corps ont été repêchés, dont certains à des kilomètres de l'avion

AIDAN LEWIS

Palerme, Italie — Les équipes de secours restaient à l'œuvre hier au large de la Sicile pour retrouver les derniers disparus après l'accident d'un avion de Tuninter, une filiale de Tunisair. Au moins 13 personnes, qui se trouvaient à bord de l'ATR-72, ont péri samedi lorsque l'appareil a dû effectuer un amerrissage forcé dans une mer agitée.

Vingt-trois personnes ont survécu à l'accident et 13 corps ont été repêchés dont certains à des kilomètres de l'avion. Parmi les victimes figure un chef de cabine tandis qu'un mécanicien de bord est porté disparu, selon l'agence de presse tunisienne TAP. Les secours recherchaient deux ou trois disparus, avec l'aide d'unités de l'armée tunisienne et des experts tunisiens en navigation aérienne.

Les proches des victimes commencent à arriver à Palerme pour identifier les corps. Certains ont été acheminés dans la nuit à bord d'un vol spécial affrété de Bari, selon Michele Gandolfo de la morgue de la polyclinique Giaccone. Un autre avion était attendu hier.

Seize des vingt-trois rescapés étaient toujours traités à l'hôpital civique, mais la vie d'aucun d'entre eux n'était menacée, selon le Dr Mario Re, chef de l'unité de soins intensifs de l'établissement. Les plus grièvement blessés sont le pilote, qui souffre d'une fracture à la colonne vertébrale et de traumatismes crâniens et thoraciques, le copilote, un autre membre de l'équipage et deux passagers.

Une délégation comprenant notamment l'ambassadeur de Tunisie à Rome, Habib Mansour, et le p.d.g. de Tuninter, Moncef Zouari, s'est déplacée à Palerme et a rendu visite aux blessés.

«Nous avons été sauvés par miracle», disait l'une des rescapés, Rosanna Di Cesare, 36 ans, restée accrochée pendant une demi-heure à une valise flottante avant d'être secourue. Son fiancé a lui aussi survécu, mais ils n'avaient pas de nouvelles de sa mère, qui les accompagnait pour des vacances à Djerba, en Tunisie.

Lors de sa bénédiction dominicale depuis Castel Gandolfo, la résidence d'été du pape, Benoît XVI a dit prier pour les victimes et adressé ses condoléances à leurs familles.

L'ATR-72 est tombé samedi à 16 km au large du Cap Gallo, sur la côte nord de la Sicile, près de l'aéroport Falcone-Borsellino de Palerme. L'avion, à moitié plein, reliait Bari à Djerba en Tunisie, une station très prisée des touristes italiens.



TULLIA PUGLIA

Dans la nuit de samedi à hier, le fuselage de l'ATR-72 de Tuninter, qui conservait au moins une aile, a été retiré de l'eau. Au moins 13 personnes ont péri samedi lorsque l'appareil a dû effectuer un amerrissage forcé dans une mer agitée.

Un cas «atypique»

L'enquête menée par les autorités italiennes devra déterminer les causes exactes de l'accident, mais un acte de terrorisme apparaît d'ores et déjà exclu. Des rescapés ont expliqué que les moteurs se sont arrêtés l'un après l'autre.

Une telle double panne constitue «un cas complètement atypique», a déclaré à l'Associated Press Silvano Manera, chef de l'agence de l'aviation civile italienne. «Toutes les hypothèses sont ouvertes, à part le sabotage», a-t-il

ajouté, évoquant de possibles problèmes techniques et d'exploitation, la météo, une défaillance structurelle ou une erreur humaine. Les analyses n'ont pas révélé d'impuretés dans le kérosène embarqué à Bari, a ajouté M. Manera. Une fuite de carburant ou un problème d'alimentation des moteurs figurent également parmi les hypothèses examinées.

Le pilote, identifié par Tuninter comme Chafik Gharbi, avait contacté les contrôleurs aériens à l'aéroport de Rome à 15h24 pour

demande l'autorisation d'effectuer un atterrissage d'urgence à Palerme en raison de problèmes de moteurs. Seize minutes plus tard, il a averti la tour de contrôle qu'il devait amerrir, selon l'Aviation civile italienne.

À Tunis, le directeur de Tuninter, Tlili Mohamed Ali, a expliqué samedi soir que Chafik Gharbi, un pilote qui comptait 25 ans d'expérience, dont dix aux commandes d'ATR, avait effectué un amerrissage d'urgence parce que les moteurs avaient lâché avant qu'il n'atteigne la piste de Palerme.

Dans un communiqué, ATR a précisé hier que l'appareil accidenté avait été livré en 1992 et affichait 29 710 heures de vol et 34 790 cycles à la fin mai 2005. Le constructeur franco-italien d'avions de transports régionaux, basé à Toulouse-Blagnac, s'est dit prêt à «fournir toute l'aide industrielle et technique aux autorités d'investigation pour déterminer les causes de l'accident».

Dans la nuit de samedi à hier, le fuselage de l'appareil, qui conservait au moins une aile, a été retiré de l'eau. La boîte noire contenant l'enregistreur des données de vol n'a pas encore été retrouvée. Le ministre italien des Transports, Pietro Lunardi, a appelé à des réglementations plus strictes concernant les avions charters, estimant que les contrôles actuels devraient être renforcés.

Associated Press

Discovery de retour ce matin... si tout se passe bien

PAM EASTON

Houston — Derniers préparatifs à bord de Discovery, attendu ce matin sur Terre: les sept astronautes de la navette américaine ont terminé les contrôles de vol et se sont entraînés à l'atterrissage sur un simulateur.

«Le temps est venu de rentrer à la maison et de continuer à travailler pour améliorer la navette pour qu'elle puisse voler de nouveau à l'avenir», expliquait l'astronaute Eileen Collins, commandante du vaisseau, lors d'une série d'interviews accordées hier.

Le directeur de vol, LeRoy Cain, a déclaré que les conditions météorologiques étaient favorables à l'atterrissage prévu pour 7h46 à Cap Canaveral (Floride). Si le temps devait changer et que Discovery était contrainte d'atterrir en Californie, l'agence spatiale américaine ajusterait l'itinéraire de la navette pour éviter qu'elle ne passe au-dessus de Los Angeles.

Avant de repartir, l'équipage a reçu une bonne nouvelle de la mission de contrôle: pour la première fois depuis trois ans, les quatre gyroscopes qui permettent d'orienter la station spatiale internationale (ISS) fonctionnent tous. L'ISS avait attendu que Discovery se décroche de la station samedi pour les mettre en marche simultanément.

Mission accomplie

Les astronautes de Discovery, première navette américaine à retourner dans l'espace depuis la catastrophe de Columbia en 2003, ont consacré neuf des 13 jours de leur mission à réparer l'ISS ou faire le ménage sur la station orbitale. Deux astronautes sont sortis dans l'espace pour remplacer l'un des gyroscopes qui avaient cessé de fonctionner en 2002 et en re-

lancer un deuxième qui ne tournait plus depuis mars dernier.

En orbite, les astronautes ont également testé les techniques de réparation de la navette mises au point après l'accident de Columbia, qui s'était désintégrée lors de son retour sur Terre, provoquant la mort de ses sept passagers. Leur mission aura ainsi été marquée par une sortie dans l'espace sans précédent pour réparer Discovery. L'astronaute Stephen Robinson a enlevé deux joints saillants sur le ventre de la navette, dont les ingénieurs de la NASA craignaient qu'ils ne provoquent une surchauffe lors de la rentrée dans l'atmosphère.

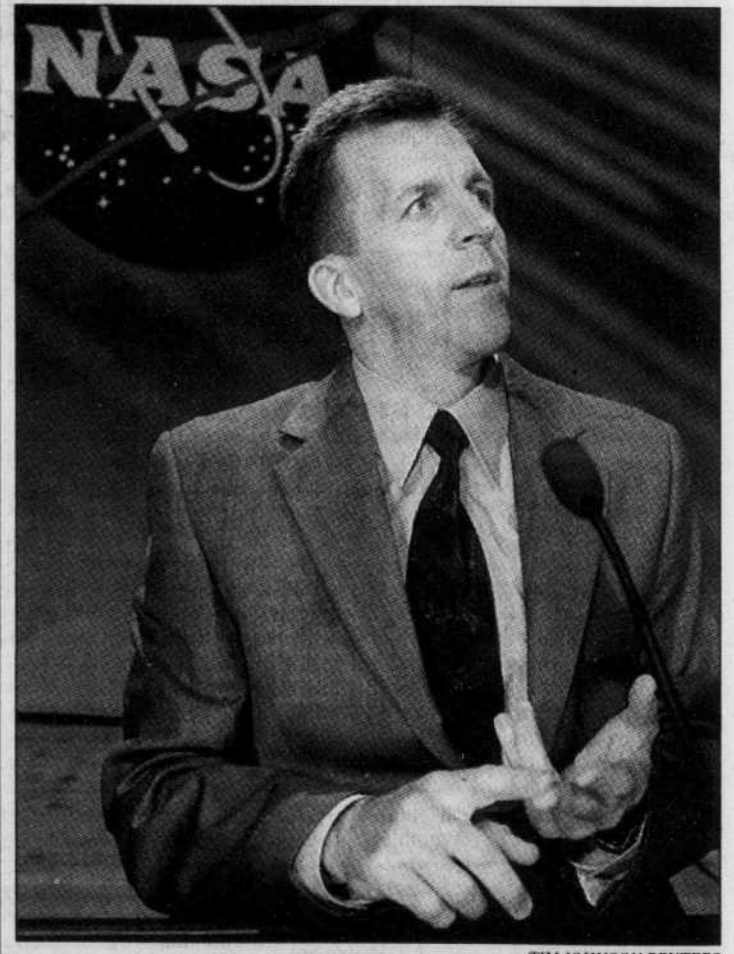
Le responsable adjoint du programme de navettes, Wayne Hale, parlait d'une mission «remarquablement réussie». «Nous avons réalisé tout ce que nous avions prévu et même plus.»

Épreuve dangereuse

Mais il reste encore l'épreuve délicate et dangereuse du retour sur Terre. David Wolf, un astronaute qui dirige le service des sorties dans l'espace de la NASA, expliquait que lorsque la navette rentre dans l'atmosphère «on peut regarder par le hublot et c'est presque comme s'il y avait une tornade de feu derrière vous». «Il se passe plein de choses. On n'a jamais dit que l'entrée dans l'atmosphère est un fait acquis ou facile.»

Lors de la catastrophe de Columbia, une pluie de débris des 38 500 kg de l'épave de la navette était tombée sur le Texas et la Louisiane. Par conséquent, Discovery évitera cette fois la majeure partie du territoire américain lors de l'atterrissage. Elle approchera la Floride par le sud-ouest, après avoir survolé le Nicaragua et Cuba, pour atteindre Cap Canaveral.

Associated Press



TIM JOHNSON REUTERS

LeRoy Cain, responsable des opérations pour le vol de retour de la mission Discovery, s'est dit confiant hier, au cours d'une conférence de presse, que l'entrée dans l'atmosphère de la navette pourrait s'effectuer en toute sécurité et sans encombre.

Grippe aviaire: un vaccin testé sur l'homme semble efficace

Washington — Des scientifiques américains ont testé sur l'homme un vaccin qui semble efficace contre la grippe aviaire, qui a tué au moins 60 personnes en Asie du Sud-Est depuis sa réurgence fin 2003, rapportait hier la presse américaine.

Les chercheurs de trois universités américaines ont testé le vaccin contre le virus H5N1, fabriqué par le laboratoire français Sanofi Pasteur. «C'est une bonne nouvelle, nous avons un vaccin», se réjouit Anthony Fauci, directeur de l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses, interrogé par le New York Times.

Un petit groupe de volontaires en bonne santé de moins de 65 ans ont reçu deux doses du vaccin, selon le Washington Post. Des personnes âgées de plus de 65 ans et des enfants recevront également des doses de vaccin.

«Ce sont de très importantes études», dit Michael Osterholm, de l'université du Minnesota, au Washington Post. «C'est la confirmation de ce que nous espérons. Nous avions tous jugé que deux doses devraient marcher. Si cela n'avait pas été le cas, nous aurions eu des problèmes», explique-t-il.

Si les premiers résultats sont très prometteurs, il faudra cependant effectuer d'autres tests pour déterminer la dose optimale à injecter, le nombre de doses nécessaires pour être protégé ou s'il faut adjoindre un autre élément pour augmenter l'efficacité du vaccin.

Agence France-Press

Festival Citoyen

Plus de 20 spectacles et conférences
Du théâtre, du cinéma, de l'humour et de l'art engagés.

Forfait Festival disponible!

Du 15 au 21 août 2005

UNE ACTIVITÉ DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

DE L'HUMOUR AU FESTIVAL www.inm.qc.ca



■ Boucar Diouf (humoriste)
D'Hiver cité
VENDREDI 19 AOÛT ■ 19h
Studio théâtre Alfred-Laliberté de l'UQAM

Le spectacle D'hiver cité de Boucar Diouf, humoriste d'origine sénégalaise. Treize années passées dans le Bas-du-fleuve au Québec ont fait de lui un «baobab recomposé»: racines africaines, feuillage québécois. Une exploration de l'identité.

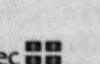
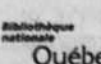
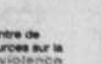
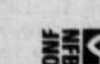
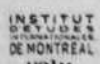
Vous pouvez réserver vos places et acheter vos billets dès maintenant!

PAR CARTE DE CRÉDIT SUR INTERNET:
www.inm.qc.ca, rubrique Festival citoyen

PAR CARTE DE CRÉDIT PAR TÉLÉPHONE:
(514) 934-5999, poste 221

Plus de 20 spectacles et conférences

Choisissez vos activités à la carte, sur Internet:
www.inm.qc.ca, rubrique Festival citoyen



Restoration de luminaires

antiques et contemporains

NOUS REPARONS VOS LUMIÈRES

FIX-IT

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal
514-484-8332
www.themfixit.com
DEPUIS 1953

ÉCONOMIE

Le numérique bouscule les acteurs de la photographie

Alors que le marché de la photographie argentique s'effondre, Kodak annonce 25 000 suppressions d'emplois. Ses concurrents sont désormais Sony, Hewlett-Packard, voire Nokia. Pour résister à la baisse des prix, les fabricants misent essentiellement sur le design et les produits annexes

BENJAMIN MALLET

Les acteurs traditionnels du marché mondial de la photo n'en finissent pas de prendre le «virage numérique». Le groupe américain Eastman Kodak a annoncé, le 20 juillet, son intention de supprimer entre 22 000 et 25 000 emplois, au lieu des 15 000 prévus dans le programme de restructuration présenté en janvier 2004. L'entreprise employait alors près de 70 000 salariés. Les mesures déjà prises n'ont pas suffi: sur l'ensemble du premier semestre 2005, Kodak accuse une perte nette de 288 millions de dollars, contre un gain de 157 millions de dollars au premier semestre de 2004.

Pour atteindre ses objectifs — soigner sa compétitivité en économisant jusqu'à 1,8 milliard de dollars par an sur ses coûts fixes —, Kodak réduira ses capacités industrielles à un tiers de ce qu'elles étaient en janvier 2004. Si le groupe n'a pas précisé quelles zones seraient les plus touchées, des fermetures de sites sont à prévoir. Quelque 7 000 nouvelles suppressions d'emplois dans la fabrication et 2 300 dans les services de vente et d'administration ont été annoncées.

Kodak, qui vivait de l'argentique, n'a pas su garder sa place au sein du paysage mondial de la photo. Celui-ci n'est déjà plus comparable à ce qu'il était il y a dix ans, lors du lancement des premiers appareils numériques. Entre 2001 et 2004, leurs ventes ont quadruplé pour atteindre 77 millions d'unités écoulées dans le



Face au bouleversement des pratiques photographiques, les acteurs traditionnels ont multiplié les fermetures d'usines et de laboratoires de développement. Une cure d'austérité qui s'intensifie donc chez Kodak.

GERARD JULIEN AGENCE FRANCE-PRESSE

monde, selon une étude de l'Observatoire des professions de l'image (OPI). «La seule explosion comparable a été celle des téléphones portables», souligne François Klipfel, directeur commercial à l'institut d'études GfK.

Cet engouement a placé les acteurs historiques du secteur en situation de rupture technologique. Les fabricants dont l'activité était consacrée aux appareils — Canon, Olympus ou Nikon — ont pour le moment bien résisté aux mutations du marché, les deux premiers faisant partie du trio de tête des vendeurs de boîtiers, avec Sony. Kodak, Fuji ou Agfa

s'en sont moins bien sortis. À la fin des années 1990, ils réalisaient encore 70 % de leur chiffre d'affaires grâce à la vente, au développement et au tirage de pellicules.

Face au bouleversement des pratiques photographiques, les acteurs traditionnels ont multiplié les fermetures d'usines et de laboratoires de développement. Une cure d'austérité qui s'intensifie donc chez Kodak.

Dans le camp des vainqueurs, des sociétés issues de l'électronique grand public, de l'impression, de la fabrication de composants ou de l'informatique se sont ruées sur les nouveaux segments

nés de la révolution numérique. Les exemples les plus frappants sont ceux de Sony, parmi les leaders mondiaux sur le marché des appareils, et de Hewlett-Packard (HP) ou Epson dans le domaine de l'impression, qui se sont imposés sans jamais avoir touché à la photographie auparavant. HP a même développé une gamme d'appareils, conçus comme des «points d'entrée» sur le marché. Ce n'est pas un hasard si le nouveau p.-d.g. de Kodak, nommé en juin, Antonio Perez, a réalisé l'essentiel de sa carrière chez HP.

Mais si la déferlante numérique a redistribué les cartes du marché

mondial de la photo, les positions sont loin d'être figées. «Une trentaine de sociétés fabriquaient des appareils à l'époque de l'argentique», souligne Guy Bourreau, directeur marketing de Canon. Aujourd'hui, il y en a près de 90.

Face à cette concurrence exacerbée, à l'origine d'une forte baisse des prix, le marché des appareils numériques semble arriver à maturité, voire à saturation. Des marques pourraient même «se retirer intégralement ou se désengager de certains segments», pronostique Antoine d'Arifat, directeur marketing d'Olympus France, pour qui «le modèle de développe-

ment du marché n'est plus économiquement viable».

Seule solution sur le segment des appareils numériques: jouer sur les spécificités, comme le design, pour s'imposer dans un contexte de renouvellement rapide des gammes (neuf mois en moyenne).

Pour compenser le manque à gagner dû à l'effondrement des travaux photo et au ralentissement des profits générés par les appareils, le marché s'oriente vers de nouvelles valeurs montantes, comme les cartes mémoire ou le matériel d'impression, ces produits «consommables» aux fortes marges. Le nombre de cartes mémoire vendues dans le monde a bondi de 67 % entre 2003 et 2004, et devrait poursuivre sa progression en 2005. Même succès pour les imprimantes photo. Celles-ci emmènent dans leur sillage les cartouches d'imprimantes à jet d'encre, qui représenteraient cette année 50 % du marché de l'impression.

Le potentiel du marché du tirage et de l'impression d'après fichiers numériques reste considérable. Les Reflex numériques constituent un autre segment porteur. En privilégiant ces appareils, les fabricants tentent de faire face à la guerre des prix sur les produits d'entrée de gamme. Ils se démarquent aussi de leurs concurrents issus de la téléphonie mobile, dont les ventes de portables dotés de systèmes de prise de vue ont égalé en 2004 celles de boîtiers numériques, à tel point que Nokia revendique le titre de premier vendeur d'appareils photo numériques.

Mais le plus grand défi des industriels du secteur réside peut-être ailleurs, dans ce que l'OPI appelle un «écosystème numérique appliqué à la photographie»: du clic au stockage ou à l'impression de leurs clichés par Internet, les consommateurs veulent aujourd'hui maîtriser de bout en bout l'univers numérique. Pour le monde de la photo, la fin de ce fameux «virage» n'est pas encore en vue.

Le Monde

Le pavillon panaméen, une assurance tout risque pour l'armateur

ALEXANDRE PEYRILLE

Panama — Le Panama, numéro mondial des pavillons de complaisance — 6636 navires, 17 % de la flotte mondiale —, offre aux armateurs des garanties alléchantes: ne pas être inquiété en cas de manquement aux règles internationales, un enregistrement rapide et une législation favorable.

«Le pavillon de complaisance panaméen a de beaux jours devant lui. Grâce à la corruption, si un armateur a besoin de n'importe quel certificat, si le bateau n'est pas aux normes, il trouvera toujours un consul panaméen pour lui signer un document autorisant le navire à poursuivre sa route», affirme l'avocat et universitaire panaméen Miguel Antonio Bernal.

Le directeur général de la marine marchande panaméenne, Fernando Solorzano, ne veut pas entendre parler de «pavillon de complaisance» et affirme que «des inspections sont réalisées pour vérifier l'état des navires». Mais il ne se souvient pas du dernier bateau sanctionné, «ce n'est pas fréquent», reconnaît-il.

Interrogé par l'AFP, il répète à l'envi que le principal atout du Panama est «la sécurité juridique», «la tradition, l'expérience et la qualité du service» et le système d'hypothèque sur le navire, garanti par l'Etat panaméen.

Dernier grave incident en date impliquant un navire battant pavillon du Panama: le cargo *Corona Z* a coulé le 14 juillet dans le détroit du Bosphore.

Théoriquement, quel que soit le pavillon, les navires doivent respecter les mêmes normes internationales et sont passibles de sanctions qui vont jusqu'au retrait du pavillon en cas de manquement grave.

Les pavillons de la Liberia, des Bahamas, de Chypre, de Malte et du Panama donnent cependant des avantages, et ces pays possèdent à eux seuls 60 % de la flotte mondiale. Les lois sociales et les contraintes de sécurité environne-

mentales y sont réduites à leur plus simple expression.

La recette du Panama? Des formalités administratives simplifiées, une redevance annuelle faible, pas d'impôt sur les bénéfices, un code social souple autorisant qu'une majorité d'étrangers compose l'équipage.

L'enregistrement d'un navire au Panama coûte quelques milliers de dollars de redevance annuelle et peut se faire dans tous les grands ports du monde, où les consulats maritimes du Panama sont habilités à attribuer les pavillons. La procédure prend de 24 à 48 heures.

«Le Panama, c'est la complaisance personifiée», dénonce Miguel Antonio Bernal.

Le Panama a été le pionnier du «registre ouvert», en 1925, qui permet à une entreprise d'immatriculer son bateau dans un pays étranger sans avoir le moindre lien avec le pays qui accorde le pavillon. Jusque là, un navire était systématiquement immatriculé dans le pays qui hébergeait le siège social de l'entreprise et l'équipage était également originaire de ce pays.

Aujourd'hui, 70 % des navires sont enregistrés sous des nationalités d'emprunt. Les grandes entreprises ne sont plus propriétaires et affrètent les navires de compagnies de transport maritime, ce qui les dégage de responsabilités en cas de catastrophe ou d'accident.

Le Panama encaisse chaque année 55 millions de dollars pour la délivrance de pavillons panaméens. L'apport global est de 200 millions de dollars en prenant en compte les frais de notaire, d'avocat, d'inspection technique, de maintenance et de formation.

Un navire peut changer de pavillon plusieurs fois par an, explique Ivan Robles, avocat panaméen spécialiste en droit maritime, au gré des changements de législation ou pour contourner les lois des quotas de pêche par pays.

Agence France-Presse

L'échec de CNOOC ne devrait pas freiner la Chine

BENJAMIN MORGAN

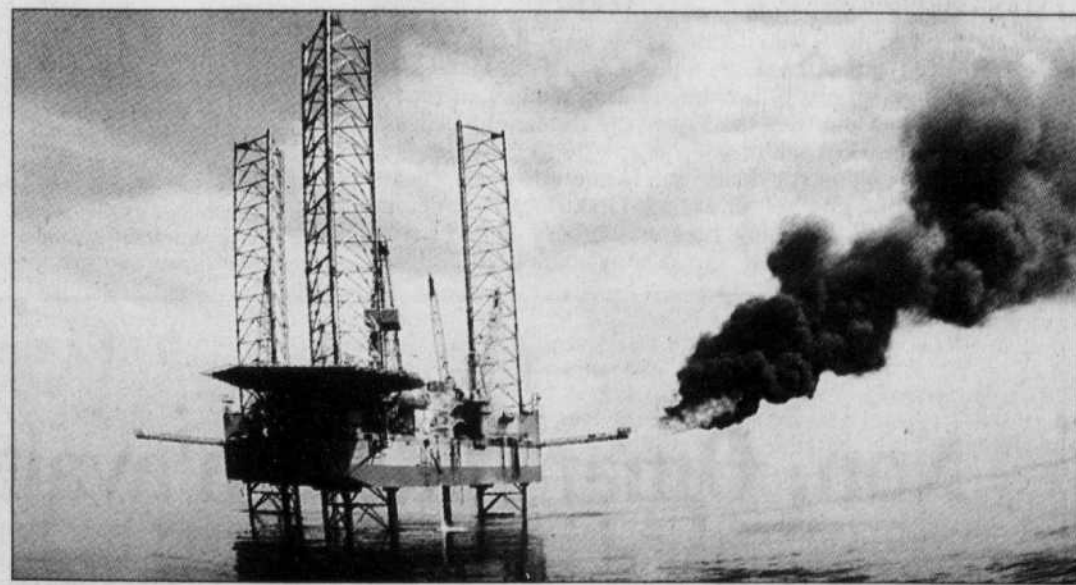
Pékin — L'échec de CNOOC dans sa tentative de rachat du pétrolier américain Unocal constitue certes un revers pour la Chine mais ne devrait pas l'empêcher de poursuivre sa quête énergétique à l'étranger afin de répondre aux besoins de son économie vorace, estiment les analystes.

Après des semaines d'incertitude, la China National Offshore Oil Co. (CNOOC) s'est finalement décidée à retirer son offre de rachat de la neuvième compagnie pétrolière américaine, face à la levée de boucliers à Washington. «Nous avons toujours pensé qu'elle n'arriverait pas à passer le processus de rachat aux États-Unis», explique Belle Liang, analyste spécialisée sur les questions énergétiques chez la société d'investissements Core Pacific Yamaichi.

Fin juin, CNOOC, troisième groupe pétrolier chinois contrôlé par l'État, avait pris les marchés par surprise en annonçant sa proposition de rachat d'Unocal pour 18,5 milliards de dollars, défiant l'offre de 16,5 milliards de dollars faite par l'américain Chevron. Bien que l'offre ait conduit Chevron à riposter avec une surchère valorisant Unocal à 17,1 milliards de dollars, la prise de contrôle d'actifs américains par un régime communiste est apparue bien trop controversée au Capitole. «Cela a cristallisé la lutte entre les États-Unis et la Chine», souligne Kurt Barrow, associé du cabinet de conseil en énergie Purvin & Gertz à Singapour, estimant que le prix élevé du pétrole, les tensions commerciales sur le textile, ou encore le yuan ont participé à faire échouer le rachat.

Avec les besoins énergétiques toujours croissants de la Chine, pour pouvoir alimenter son économie en plein boom, l'échec de CNOOC, dont le rachat aurait été la plus grosse acquisition d'une compagnie étrangère par un groupe chinois, ne devrait être qu'un revers de fortune passager, selon les analystes. «CNOOC a reçu une bonne leçon avec cette affaire: celle de mieux mesurer les risques politiques», juge l'analyste de Core Pacific.

CNOOC devrait avoir besoin de 80 à 100 milliards de tonnes de gaz par an pour répondre à la demande



Avec les besoins énergétiques toujours croissants de la Chine, l'échec de CNOOC ne devrait être qu'un revers de fortune passager, selon les analystes.

de ses terminaux. Elle n'a, pour le moment, assuré que cinq millions de tonnes, prévient David Hurd, spécialiste du secteur pétrolier pour la Deutsche Bank à Hong Kong. «Il est clair que la stratégie de la compagnie sera de continuer à regarder les autres possibilités de fusions et acquisitions», poursuit-il.

Au début de l'année, les groupes pétroliers chinois ont montré jusqu'où ils étaient prêts à aller pour sécuriser leur approvisionnement en énergie, avec la bataille qu'ils se sont livrée pour acquérir une majeure partie des actifs du géant russe Youkos. Pékin a également obtenu d'accéder à un pipeline transsibérien, pour lequel il était en concurrence sévère avec le Japon.

Alors que les fleurons de l'énergie chinoise ne sont pas aussi expérimentés que leurs principaux concurrents, ils ont l'entier soutien de Pékin, un gouvernement plus que volontaire pour faire des affaires avec des États-parias ou peu soucieux du respect des droits de l'homme. «Les entreprises chinoises ont montré leur volonté de s'implanter dans des pays sans limite ou désertés par les principales compagnies pétrolières», observe M. Barrow de Purvin & Gertz.

Parmi ces pays aux ressources largement inexploitées avec lesquels la Chine flirtait figurent la Birmanie et des pays d'Afrique et

du Moyen-Orient, tels que le Soudan ou l'Iran.

Dans l'immédiat, la CNOOC pourrait tenter de prendre des participations dans le capital de Woodside Petroleum ou de Santos, deux compagnies australiennes, ou prendre le contrôle de certains groupes comme le britannique BG Group ou encore l'américain Mara-

thon, selon les analystes.

«CNOOC a peut-être perdu une bataille, mais elle n'abandonnera pas la guerre», a estimé M. Barrow, ajoutant que les petites compagnies pétrolières américaines pouvaient aussi être des cibles potentielles.

Agence France-Presse

Destinations

Votre prochaine réunion d'affaires!

...un rendez-vous délectable



3003, boulevard Savaria-Ardée,
Sainte-Adèle
Québec, Canada J8B 2H6
Tél. (450) 229-2991
Fax (450) 229-7573
www.lesualabouche.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au 514-985-3456 jbilly@ledevoir.com

EDITORIAL

Partir ou pas?

Partir ou rester en Irak? À Washington, la question fait couler beaucoup d'encre. Pour les uns, plier bagages enfoncerait le pays dans la guerre civile. Pour les autres, demeurer sur place favoriserait l'essor d'une résistance plus violente. Le dilemme est loin d'être résolu.

En charge de l'entraînement des troupes irakiennes, le général David Petraeus calcule que de trois à cinq ans seront nécessaires avant que celles-ci soient en mesure de prendre le relais des divisions américaines. Actuellement, selon un rapport d'un autre haut gradé, seulement un petit nombre de brigades irakiennes sont aptes à combattre la guérilla car on a eu le tort, de reconnaître l'état-major, d'envoyer au front des brigades insuffisamment formées. Rétrospectivement, des politiciens ainsi que des militaires conviennent avoir sous-estimé le degré de résistance à la présence du drapeau étoilé à Bagdad et dans les environs.

Le manque de soin apporté dans la gestion de l'après-guerre s'est soldé par une conséquence lourde de sens: les États-Unis ont perdu la guerre de l'opinion. Amorcé sous un faux prétexte, soit la présence d'armes de destruction massive, le conflit est apparu aux yeux du monde arabe comme dénué de légitimité.

Et voilà que le cafoillage observé depuis la fin de la guerre dite officielle s'est traduit par une autre perte: la crédibilité. Ni légitimité ni crédibilité, c'est beaucoup.

Pour plus d'un acteur du monde politique, c'est trop. Tellement qu'ils estiment que l'administration Bush devrait reconnaître qu'elle ne gagnera pas cette guerre et aurait donc intérêt à changer de stratégie. Pour les partisans de ce changement, Washington devrait, dans un premier temps, abandonner le leadership de la coalition au gouvernement irakien. Ensuite? Encourager la collaboration des pays de la région, y compris l'Iran. La certitude que la pacification du pays passe par l'implication de l'Iran est aujourd'hui plus prononcée qu'elle ne l'était il y a un an.

Si la Maison-Blanche acceptait cela, alors il serait beaucoup plus aisé de rallier le soutien de la Vieille Europe et de récolter une aide analogue à celle apportée en Bosnie et en Afghanistan. Surtout, on pourrait réintroduire l'ONU dans le dossier afin de redonner une certaine légitimité à la présence de militaires étrangers, absolument nécessaire si on veut éviter la guerre civile.

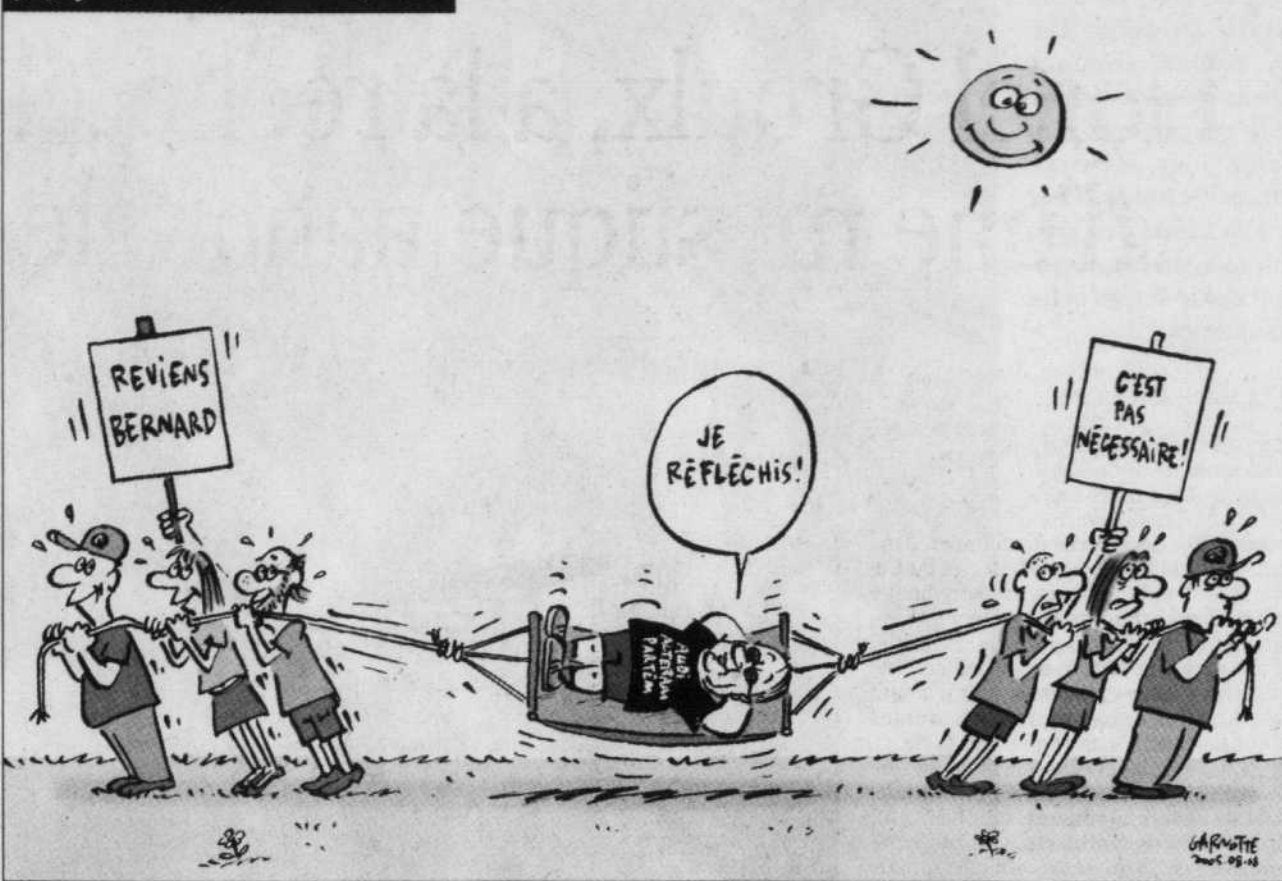
Sous l'impulsion d'Edward Luttwak du Centre d'études stratégiques et internationales qui conseille le Pentagone, les partisans de la réalpolitik ont fait un retour remarqué. Depuis la publication en février dernier dans le *New York Times* d'une longue analyse sur le sujet, Luttwak défend un retrait pur et simple. Enfin, pas tout à fait. Il est pour un départ ordonné mais... rapide! Son constat est simple: le rapatriement des troupes américaines ne ferait pas une grande différence puisque de toute manière elles ne contrôlent pas la situation.

Pour Luttwak et ses alliés, croire que l'on fera l'économie d'une guerre civile relève de la farce puisque l'Irak est d'ores et déjà aux prises avec ce type de conflit. Faut-il rappeler qu'en riposte aux assassinats, enlèvements et autres gestes commis par les sunnites, les chiites ont organisé des escadrons de la mort sur le modèle brésilien? Toujours est-il que pour Luttwak et d'autres avec lui, principe de réalité oblige, il faut compter avec le poids démographique des diverses communautés.

Si les insurgés entendent poursuivre leur combat, ils affronteront alors une alliance composée d'une forte minorité kurde au demeurant bien dotée en armes et surtout une majorité de chiites bien décidée à conserver ce qu'elle vient de gagner après soixante-dix ans d'humiliations et d'oppression. De quoi s'agit-il? Le pouvoir. En clair, si les Américains plient bagages et si les sunnites continuent le combat, ce sera alors contre un gouvernement soutenu par... l'Iran. À ce propos, il faut rappeler et retenir ceci: il y a quinze jours à peine, lors d'une visite à Téhéran, le premier ministre Ibrahim al-Jaafari a signé un accord avec les nouvelles autorités iraniennes qui stipule que celles-ci participeront à la sécurisation de l'Irak.

Il serait temps qu'on convienne que la guerre au terrorisme, qui elle est légitime, ne passait pas par l'Irak. En fait, le détour par l'Irak voulu par des idéologues prisonniers de rêves relevant de la mégalomanie n'a fait que la complexifier.

L'ÉTÉ DE BERNARD LANDRY...



LETTRES

Du string au fond de culotte

On parle beaucoup du string ces jours-ci. On se questionne sur le fait que les jeunes filles adolescentes, même encore enfants, portent le string pour aller à l'école. En fait, on s'interroge sur la façon provocante et inappropriée qu'elles ont de se vêtir étant donné l'âge précoce qu'elles ont et l'incitation trop hâtive à une sexualité débridée que ceci engendre.

Mais qu'en est-il de ces garçons au fond de culotte traînant jusqu'au sol? De ceux qui portent des t-shirts tellement longs et tellement amples qu'on dirait qu'il portent une jaquette pour dormir. Ceux qui, en plus, portent un bonnet de bain sur la tête et chaussent de grosses espadrilles blanches. Qu'en est-il de ceux qui sont si fiers de leur look «pimp»? Que fait-on avec ces «bling-bling» sans scrupule qui arborent leurs grosses et nombreuses chaînes et bagues en or, qui soit dit en passant, leur servent à montrer une certaine réussite qui n'est évidemment pas scolaire?

Qu'est-ce qu'on prévoit pour ces garçons séducteurs qui, par leur accoutrement de petit macho, sont là pour épater, attirer et recruter de la jeune chair fraîche? Des jeunes filles qu'ils auront vite fait de mettre au pas une fois sous leur emprise. Que fait-on de ces souteneurs qui, de toute évidence, cherchent à recruter afin de générer des revenus pour le gang de rue dont ils font partie? Qu'en est-il de ces «dealers» de drogue, de ces proxénètes, de même que de tous les autres qui les imitent en s'habillant comme eux.

Ce style vestimentaire qui prône la violence et le machisme au plus au degré n'a pas plus sa pla-

ce dans les écoles que le style «guidoune» que les jeunes filles prennent tant de plaisir à adopter. Selon moi, l'un ne va pas sans l'autre. Si on bannit, chez les jeunes filles, le string et le look «pute» qui vient avec, on doit bannir également, chez les garçons, le style «dealer-proxénète». C'est le principe de l'offre et de la demande...

Luc Forest

Montréal

Économie et bon vin, c'est bien mieux chez le voisin!

C'est décidé, le prochain chalet sera au lac Simon! Loin peut-être, mais on passe par l'Ontario! D'abord, il y a l'essence: 10% de moins! Si on en profite pour faire le plein du bateau en plus, le détour est payé, et bien payé (je sais: il y a le profit, énorme, des pétrolières, mais aussi la taxe ascenseur du gouvernement! Si au moins elle servait à l'état des routes, mais non, à l'État tout court!)

Mais il y a mieux: la LCBO! La SAQ de l'autre bord! Là, trouver un petit blanc ne tient pas du miracle: les frigos sont bien garnis, de blancs ontariens d'abord, d'accord, mais aussi de tout acabit, connus et moins connus! Rien à voir avec la SAQ, où seuls les producteurs payeurs ont accès aux frigos, ou les espaces dans les réfrigérateurs sont réservés à ceux qui ont les moyens de se l'offrir, ceux qui peuvent privilégier la quantité, au détriment de la qualité, ceux qui peuvent se permettre de vous refiler la facture subséquemment.

Pour les rouges, le même privilège ontarien, mais aussi un choix des plus diversifiés, le «connu» est à côté du «à connaître!» Les truelles, petites et grandes sont bien réparties et

à la portée du consommateur! Pas besoin de demander à un conseiller pour découvrir que vos choix sont inaccessibles, car cachés en dépôt, toujours sur le principe de la visibilité payée! Tout est là!

Et puis, les prix! Quinze à vingt pour cent de moins que par chez nous! Grâce à l'Ontario, il est plus difficile de deviner quel vin agrémentera le dîner!

Y a pas à dire: économie et bon vin sont les mamelles du destin!

Thierry Petitjean Roget

Anjou, Québec

FINA 2005: un déficit populaire

Un déficit de quatre millions de dollars est un succès. C'est un déficit qui prépare l'avenir. Et quoi encore?

Quand les politiciens vont-ils comprendre que nous ne sommes plus dupes de ce langage dévoyé? Un déficit n'a jamais été un succès, surtout par les temps qui courent. Un déficit ne prépare pas l'avenir, il l'hypothèque.

Le succès dont parle le maire Tremblay est, sans aucun doute, celui du milieu des affaires. Quant au déficit, s'il est financier, il est aussi un déficit populaire. Si la population avait suivi, il n'y aurait pas eu de déficit de quatre millions.

Il est grand temps que les politiciens s'ouvrent les yeux sur la réalité au lieu d'écouter le chant des sirènes de leurs gourous en communication qui leur font voir le monde à travers des lunettes roses et qui nous «formatent» avec des discours trompeurs.

Christine Casale

Montréal

LIBRE OPINION

Non, Omar Aktouf n'avait pas (complètement) tort!

SOFIENE AMIRA

Doctorant à l'Université Laval

L'article du professeur Omar Aktouf, paru dans *Le Devoir* et dans *La Presse* (le 20 juillet) dans la foulée des attentats de Londres sous le titre: «Non, le Canada n'a rien à craindre du terrorisme international! Si...», n'est pas passé inaperçu, à en juger par les critiques acerbes qu'il a suscité.

Ainsi, Elie Benchetrit (*Le Devoir* du 27 juillet), l'a qualifié de «leçon magistrale de courtoisie politique», relevant d'une vision simpliste, naïve et étiquée de l'histoire. Denise Bombardier (*Le Devoir* des 30 et 31 juillet) était encore plus virulente, allant jusqu'à traiter l'article de M. Aktouf de texte «obscène» et «infâme», «fait de chantage éhonté, d'aveuglement idéologique et de justification a posteriori et a priori».

Cependant, une lecture calme et réfléchie dudit article ne permet pas, à mon sens, de conclure que M. Aktouf avait tort sur toute la ligne. Son article a au moins le mérite d'appeler à une analyse profonde du phénomène du terrorisme afin de créer les conditions permettant de prémunir le Canada contre ce fléau.

Ainsi, je ne vois pas le tort qu'Omar Aktouf appelle à ce que le Canada conserve le capital de sympathie dont il jouit auprès de la plupart des peuples de la planète. Ni d'ailleurs à affirmer sa souveraineté et son indépendance et à ne pas se laisser entraîner dans des aventures aux issues incertaines. Jean Chrétien l'a déjà fait en mars 2003, et ceux qui avaient, à l'époque, qualifié son geste de «conardise politique» pensent aujourd'hui qu'il s'agit d'une prise de position sage qui a épargné aux Canadiens le spectacle macabre de cerceaux drapés d'unifolié, débarquant chaque semaine en provenance de Bagdad.

Terrorisme et minorités

Affirmer également que le terrorisme se nourrit d'injustice, d'arbitraire et de désespoir n'est pas une hérésie, à ce que je sache. Ceci était le cas du terrorisme des groupes révolutionnaires de l'Amérique latine (FARC en Colombie, Sentier lumineux au Pérou, etc.) qui se sont soulevés contre la pauvreté et la marginalisation des paysans et de populations indigènes.

En Europe, le terrorisme de groupes comme l'IRA en Irlande, l'ETA en Espagne et le FLC en France, peut être considéré comme l'expression violente de la peur de minorités ethniques, religieuses ou linguistiques face à l'assimilation, la marginalisation et la perte de leurs identités. Ces mouvements terroristes ont été neutralisés chaque fois qu'un processus politique portant sur l'amélioration des conditions de vie et de la reconnaissance des spécifications cultu-

relles, linguistiques et politiques de ces populations a été enclenché. Il s'agit là de la façon la plus efficace pour «assécher les sources du terrorisme», à ne pas confondre avec «céder au terrorisme».

Dans son livre intitulé *Dying to Win - The Logic of Suicide Terrorism*, le professeur Robert Pape de l'Université de Chicago arrive à la conclusion que les attentats suicide sont principalement une réponse à une occupation étrangère et non une conséquence du fondamentalisme religieux.

Les travaux du professeur Pape ont consisté à recenser et à étudier les attentats suicide qui ont eu lieu aux quatre coins du monde, de 1980 à 2004. Ces recherches ne peuvent pas être taxées de «fausification sociologique et historique», et pour cause, elles ont été réalisées sur la base de littérature reliée aux attentats suicide dans plusieurs langues autres que l'anglais (russe, hébreu, arabe, tamoul, etc.) ainsi que sur des enquêtes de terrain qualitatives menées au sein même des communautés d'origine des terroristes. Du Liban au Sri Lanka (les tigres tamoul semblent être les leaders mondiaux des attentats suicide, contrairement à certaines idées reçues!), en passant par la Tchétchénie, le Cachemire et la Cisjordanie, le professeur Pape a trouvé, dans 95% des cas, que l'objectif principal des vagues d'attentats suicide était de contraindre des forces étrangères à quitter un territoire que les kamikazes considéraient comme étant une partie de leur patrie.

À titre d'exemple, le professeur Pape cite le cas du Liban où, de 41 attentats suicide commis entre 1982 et 1986 (huit par des fondamentalistes islamistes, le reste par des militants communistes et socialistes, y compris des chrétiens), le pays est passé à quelques attentats se comptant sur le bout des doigts après le retrait des troupes américaines et françaises, ainsi que le repli des forces israéliennes sur une zone tampon large de quelques kilomètres. Les attentats suicide ont par la suite quasiment cessé après le retrait total des Israéliens du Liban.

Solutions politiques

Dans la foulée des attentats de Londres, Dominique Thomas, spécialiste des mouvements islamistes, auteur notamment de *Le Londonistan, la voix du djihad* et de *Les Hommes d'al-Qaïda*, a déclaré également que «le facteur religieux n'est pas la raison centrale et principale qui ait pu pousser les terroristes [à commettre ces actes], mais plutôt un contexte politique du fait de l'engagement des troupes britanniques en Irak, et du fait que la Grande-Bretagne a participé à plusieurs coalitions contre des pays musulmans».

Selon Dominique Thomas, appréhender le phénomène de la montée de l'idéologie islamiste radicale en terme de guerre (com-

me le font les Américains), une guerre contre l'axe du mal ou entre le bien et le mal, est contre-productif. Les réponses les plus efficaces sont essentiellement politiques, vus les profonds maux qui caractérisent le monde arabo-musulman d'un point de vue politique et économique.

Une de ces solutions politiques se retrouve, à mon sens, dans le dernier «si» d'Omar Aktouf: «défendre l'application du droit international dans les affaires du Moyen-Orient, à commencer par les droits légitimes des Palestiniens». Autrement dit, la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens (et du Golan syrien) conquis en juin 1967 (résolutions 242 et 338 de l'ONU) et l'établissement d'un État palestinien indépendant, vivant côte à côte avec l'État d'Israël, vivant à l'intérieur de frontières sûres et reconnues (résolution 1397). Des résolutions ignorées par Israël, avec la complicité des États-Unis et la passivité des Européens.

Une autre solution consiste, à mon avis, à mettre fin à l'alliance contre-nature entre les démocraties occidentales et les régimes dictatoriaux, répressifs et corrompus qui gouvernent la plupart des pays arabes et musulmans. Ce sont ces régimes qui fabriquent des opprimés, frustrés et désœuvrés, exactement le profil des jeunes arabes qui font le voyage en Irak pour se faire exploser à Bagdad, Ramadi et Fallouja.

Les pays occidentaux doivent comprendre que l'avènement de régimes démocratiques arabes ne peut que favoriser la paix et la stabilité mondiale à long terme. Les pays occidentaux peuvent aider à l'avènement de tels régimes, non pas par la force comme le pensent les Américains, mais en cessant le soutien politique et financier aux dictatures arabes, en imposant à ces régimes le respect des normes internationales en matière de respect des droits humains, d'organisation d'élections, d'indépendance de la justice et de liberté de presse, ainsi que de tendre les ponts vers les démocrates et progressistes arabes et musulmans, et pourquoi pas vers les islamistes modérés (comme ceux qui gouvernent la Turquie actuellement).

En terminant, je tiens à préciser qu'expliquer les sources et origines du terrorisme ne signifie aucunement le justifier. Comme l'a mentionné le politicien perse du XI^e siècle Nizam al-Mulk, dans son *Traité de stratégie: avant d'attaquer, il faut parfois savoir mettre pied à terre, se donner le temps de connaître les forces mais aussi la pensée de l'ennemi. Les attentats ignobles de Londres, comme d'ailleurs ceux de Madrid et de New York, sont non seulement des crimes contre l'humanité, mais également contre les valeurs caractéristiques de la civilisation arabo-musulmane, pour ceux qui les connaissent bien sûr.*

IDÉES

DIX UTOPIES QUI ONT FORGÉ LE QUÉBEC

À une époque où le Québec semble vouloir repenser son devenir, *Le Devoir* propose d'explorer, tous les lundis de l'été, une dizaine d'utopies passées, proposées et incarnées par des hommes et des femmes qui ont marqué cette société, de la Nouvelle-France jusqu'aux années 1970. Comment ces personnages clés, mais parfois méconnus, de notre histoire ont-ils envisagé l'avenir? Quels projets les ont portés, quelles luttes les ont animés? Quelle mémoire avons-nous de ces futurs rêvés?

Jean-Philippe Warren, titulaire de la Chaire d'études sur le Québec de l'université Concordia, a conçu et coordonné la série, avec la collaboration d'Antoine Robitaille.

Lionel Groulx, à la recherche d'une mystique nationale

MICHEL BOCK

Professeur remplaçant à l'Université d'Ottawa, l'auteur vise à rappeler la place occupée par le vieux rêve de l'Amérique française dans la pensée politique de l'élite canadienne-française.

Septième texte d'une série de dix

Il est difficile de nommer, dans l'histoire du Québec et du Canada français, un personnage plus controversé, encore aujourd'hui, que Lionel Groulx. En effet, le chanoine semble avoir été l'instigateur d'autant de débats et de controverses dans la mort que dans la vie. Si certains voient en lui l'auteur d'une pensée rétrograde, foncièrement incohérente, «ethnicsante» et confinant parfois au racisme, d'autres reconnaissent à son œuvre de plus grands mérites et le présentent comme un intellectuel audacieux dont l'authentique souci était l'avenir de ce qu'il appelait affectueusement son «petit peuple». Considéré à la fois par ses admirateurs et par ses adversaires comme le principal maître à penser du mouvement nationaliste canadien-français pendant plus d'un quart de siècle, soit des années 1920 aux années 1950, il semble occuper une place pour le moins incertaine dans notre mémoire collective.

Le défi de la modernité

Lionel Groulx naquit à Vaudreuil, en 1878, onze ans après l'entrée en vigueur de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il rendit l'âme en 1967, à 89 ans, en pleine Révolution tranquille.

Entre-temps, il fut témoin des bouleversements sociaux, culturels, politiques et économiques qui, au XX^e siècle, transformèrent radicalement le Canada et le Québec. S'il grandit dans une société encore largement rurale et agricole et dont la cellule de base demeurait la paroisse, Groulx mourut dans une société de consommation, urbaine et industrielle, et en passe de rompre de manière fracassante avec sa tradition religieuse.

C'est en rapport avec ce climat de mutation que Lionel Groulx, conscient de la précarité qui pesait sur la nation «canadienne-française», élabora une idéologie nationaliste dont le but était d'assurer d'abord et avant tout sa préservation culturelle et spirituelle.

Le nationalisme de Lionel Groulx était traditionaliste et conservateur dans le sens strict du terme. Il proposait une critique, parfois virulente, de la montée du paradigme de la modernité qui, depuis le XVIII^e siècle, avait progressivement évincé la Providence, le sacré, comme principe directeur et organisateur des sociétés humaines, et qui présentait l'individu comme un être abstrait, «universel», «libéré» de toute appartenance culturelle, communautaire ou nationale prédéterminée.

Ce que Groulx combattait, au fond, c'était la thèse de la «nation-contrat», qui provoquait invariablement, d'après lui, l'amoindrissement des liens organiques — langue, culture, histoire et foi — qui soudaient les communautés nationales.

Groulx dressait une opposition irréductible entre les concepts d'«Etat» et de «nation», le premier étant une construction artificielle (quoique légitime) et postérieure à la réalité naturelle et organique que représentait le second. Autrement dit, c'étaient les nations qui créaient les Etats et non l'inverse.

L'«identité» canadienne-française, pour reprendre un terme plus contemporain et assez absent de son vocabulaire, était enracinée dans un passé et s'appuyait, pour se développer, sur l'expérience vécue et le savoir accumulé des ancêtres. La nation groulxiste était une communauté de mémoire, un rejeton de la France du Grand Siècle qui s'était transformé, «canadianisé» au contact de son environnement nord-américain.

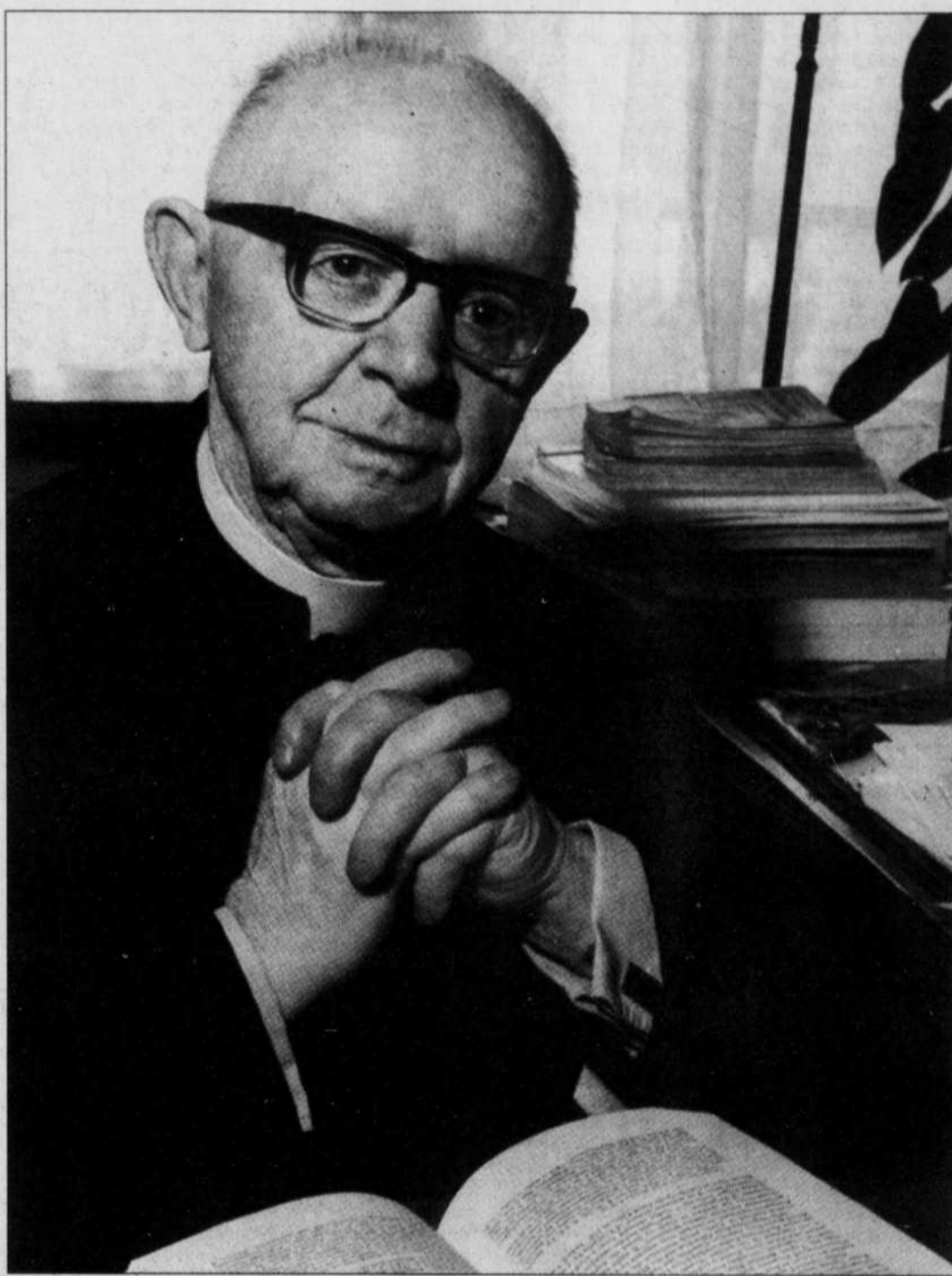
Un nationalisme messianique

Si la nation était une entité organique et naturelle, elle était également issue d'un pouvoir surnaturel. Lionel Groulx croyait ferme en la thèse de la création providentielle des nations, thèse selon laquelle chaque peuple avait hérité d'une mission particulière et participait d'un immense projet métaphysique dont la Providence seule tenait le secret.

La mission de la nation canadienne-française, selon cet homme de foi, était d'introduire en Amérique la civilisation européenne et chrétienne, française et catholique. Dans ses études historiques, il croyait constater l'accroissement constant et fidèle de cette mission partout sur le continent nord-américain depuis près de quatre siècles: les Jésuites dans l'ancienne Nouvelle-France en avaient témoigné, de même que les Oblats dans le Nord-Ouest canadien au XIX^e siècle.

Il n'abandonnerait jamais cette conviction en la mission civilisatrice et évangélistique du Canada français, même après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque certains de ses propres disciples chercheraient à moderniser l'idéologie nationaliste en la «purgeant» de ses «mythes consolatoires».

C'est sans doute sur cette question du messianisme canadien-français que la pensée de Groulx heurte le plus violemment les sensibilités des postmodernes que nous sommes devenus. Entre ses mains, cependant, cette idée se transformait en un formidable instrument dans son combat pour la «survivance» du peuple canadien-français: si la Providence avait voulu et fait la diversité des nations, de quel droit pouvait-on chercher à les uniformiser?



ARMOUR LANDRY

Si certains voient en Lionel Groulx l'auteur d'une pensée rétrograde, foncièrement incohérente, «ethnicsante» et confinant parfois au racisme, d'autres reconnaissent à son œuvre de plus grands mérites et le présentent comme un intellectuel audacieux dont l'authentique souci était l'avenir de ce qu'il appelait affectueusement son «petit peuple».

En 1900, le jeune collégien qu'il était consignait la réflexion suivante dans son journal: «Ce [...] Dieu créateur qui a jeté tant de variétés dans le reste de la création pour arriver à l'harmonie universelle, se serait-il abstenu de jeter les mêmes nuances de tons et de couleurs dans la partie supérieure de son grand ouvrage?» (*Journal*, 1895-1911, Tome II, Presses de l'Université de Montréal, 1984).

Plus d'un demi-siècle plus tard, les convictions du vieux maître là-dessus n'avaient guère changé: «Il n'est pas vrai que la beauté du monde soit faite d'uniformité. Quand je regarde ces grands peuples contemporains où se sont faits d'effroyables brassages de nationalité, je ne trouve pas que l'homme, le type humain se soit amélioré en s'uniformisant.» («La résistance. Notes [manuscrites] pour une conférence à Verner, Ont., mai 1955», Centre de recherche Lionel-Groulx.) Des propos, pourtant exprimés par un homme de droite, que ne renierait sans doute pas, aujourd'hui, une certaine gauche.

Une mystique nationale

Lionel Groulx était-il indépendantiste ou «séparatiste», comme on l'aurait dit à son époque? Plusieurs de ses contemporains en sont arrivés à cette conclusion, parfois un peu hâtivement. Groulx ne fit jamais la promotion ouverte de l'option indépendantiste, bien qu'il fût persuadé, surtout au début des années 1920, que le régime confédéral devait s'écrouler sous le poids du mécontentement des provinces de l'Ouest face au Canada central.

Concrètement, Groulx souhaitait que les Canadiens français reprissent le contrôle de l'économie du Québec, témoignassent leur solidarité aux minorités françaises des autres provinces tel qu'il l'avait lui-même fait à maintes reprises, et qu'ils gommassent les fractures partielles qui réduisaient, d'après lui, les forces vives de l'organisme national.

Mais pour l'essentiel, l'idéal de Groulx se situait à un autre niveau que d'aucuns estimeraient plus élevé: la création d'une «mystique nationale» qui aurait permis à la nation canadienne-française de s'adapter à un environnement social, politique et économique en pleine mutation, sans jamais perdre de vue ce qu'elle était, d'où elle venait et quels principes spirituels devaient en orienter l'évolution.

L'«Etat français» qu'il revendiquait était moins un projet politique concret à réaliser qu'un pôle, un «phare» culturel et spirituel devant éclairer l'Amérique française dans son ensemble, telle une Jérusa-

lem canadienne-française. En janvier 1921, il signa un article dans la revue mensuelle *L'Action française* dont il venait d'accepter la direction, article qui résume peut-être l'essentiel de son projet:

«Notre doctrine, elle peut tenir tout entière en cette brève formule: nous voulons reconstruire la plénitude de notre vie française. Nous voulons retrouver, ressaisir, dans son intégrité, le type ethnique qu'a laissé ici la France. [...] Et c'est ce type français rigoureusement caractérisé, dépendant d'une histoire et d'une géographie, ayant ses hérédités ethniques et psychologiques, c'est ce type que nous voulons continuer, sur lequel nous appuyons l'espérance de notre avenir, parce qu'un peuple, comme tout être qui grandit, ne peut développer que ce qui est en soi, que les puissances dont il a le germe vivant.»

L'œuvre de Groulx témoigne d'une angoisse certaine face à l'accélération subite des forces de l'histoire, phénomène qui menaçait la «survivance» du peuple canadien-français en tant qu'entité distincte en Amérique. Est-il besoin de préciser que c'étaient aussi les desseins de la Providence qui, de son point de vue, étaient aussi mis en péril? La solution, selon le chanoine, n'était pas, pour l'essentiel, l'adoption d'un nouveau régime politique, qui n'eût été qu'une autre création humaine imparfaite, mais plutôt la fidélité à ce qu'il aurait appelé une «substance de civilisation».

La semaine prochaine: Marcel Rioux

ARCHIVES DU CENTRE DE RECHERCHE LIONEL-GROUX
Lionel Groulx, devant la tombe de Jeanne Lajoie.

Crise énergétique: pas de miracle en vue!

YVAN DUTIL
Astrophysicien

Depuis quelques mois, le prix du pétrole se maintient au-dessus de 50 \$US le baril. Ce prix élevé reflète un problème fondamental: la production de pétrole arrive à peine à suffire à la demande! Simultanément, les pays comme la Chine et l'Inde accroissent la demande alors que les champs pétrolifères vieillissants voient leur production décroître. Selon plusieurs sources, une pénurie de carburants fossiles risque de se produire d'ici peu.

Le défi du Québec est clair: devenir indépendant des combustibles fossiles d'ici 2025! Un défi de taille, quand on sait que près de la moitié de notre énergie provient des combustibles fossiles. Les changements de notre profil de consommation énergétique devront être de même ordre que ceux effectués entre 1976 et 1986. Le défi est d'autant plus grand qu'il ne s'agit pas simplement de remplacer une source d'énergie par une autre mais surtout de modifier considérablement notre mode de vie.

Les biocarburants

Le secteur des transports constitue la majeure partie de notre consommation de pétrole (65%). Quasi-tout l'énergie y est consommée sous forme d'essence ou de carburant diesel. Dans ces conditions, l'utilisation de biocarburants peut sembler être une alternative intéressante. Cependant, il faut être conscient des contraintes sévères qu'imposent ces technologies.

Le problème le plus sérieux est leur faible productivité qui ne permet pas de couvrir nos besoins énergétiques. En sacrifiant toutes les terres agricoles du Québec, nous serions en mesure de produire 3,4 milliards de litres d'éthanol annuellement. Dans le cas du biodiesel, on ne peut espérer en produire plus de 1,2 milliards de litres.

Ces chiffres peuvent paraître impressionnants mais, en 2001, nous avons consommé 8,1 milliards de litres d'essence, ce qui correspond à 12,5 milliards de litres d'éthanol car sa densité d'énergie est moins grande. En 2001, nous avons consommé 3,5 milliards de litres de carburant diesel, soit l'équivalent de quatre milliards de litres de biodiesel. Il nous serait donc possible de ne produire que 27% de nos besoins en essence ou 29% de nos besoins en diesel.

Si on convertissait tous nos véhicules à l'éthanol, nous ne pourrions couvrir que 19% de nos besoins en carburant, ou seulement 9% dans le cas d'une conversion totale au biodiesel.

Dans la pratique, avec les biocarburants, on ne peut guère espérer produire plus de l'équivalent de 760 litres d'essence à l'hectare par an. Cette limite est imposée par l'efficacité de conversion de l'énergie solaire par les plantes. Même dans ce cas limite, il faudrait 15,7 millions d'hectares de terres agricoles pour subvenir à nos besoins en carburant, soit 8,2 fois la superficie cultivée actuellement ou 9,4% du territoire du Québec. Il est donc impossible de produire plus qu'une infime fraction de nos besoins actuels en carburant à partir de la biomasse.

La pile à hydrogène

La pile à hydrogène est souvent présentée comme la source d'énergie du futur. Ce système permet de convertir directement l'énergie produite par la réaction entre l'hydrogène et l'oxygène en électricité. Mieux encore, les piles à combustible sont environ deux fois plus efficaces que les moteurs à combustion interne.

En 2001, nous avons consommé au Québec 408 PJ (petajoules) dans le domaine des transports et avons consommé 636 PJ d'électricité. Si on transformait notre flotte de véhicules actuelle en véhicule utilisant des piles à combustible, on ne consommait plus que 204 PJ dans le domaine des transports. Cela peut sembler une économie intéressante, mais ces chiffres cachent l'inefficacité cachée de l'hydrogène.

En effet, beaucoup d'énergie est perdue dans la production, le transport, le stockage de l'hydrogène. Ce qui implique qu'il faut entre 2,4 et quatre fois plus d'énergie pour faire avancer un véhicule mû par des piles à combustible que le véhicule équivalent alimenté par des piles électriques. Dans ces conditions, il faudrait produire entre 490 et 816 PJ d'électricité de plus. Cela représente une croissance de 77% à 128% de notre production d'électricité. Il est donc illusoire de combler nos besoins énergétiques en transports avec l'hydrogène.

L'énergie électrique

Dans le cas d'une flotte entièrement électrique, il faudrait entre 122 et 204 PJ d'électricité. Cela représente entre 19 et 32% de notre consommation d'énergie électrique. Une telle croissance de la production électrique est envisageable.

Cependant, les véhicules électriques ne seront pas disponibles en quantité suffisante à court terme. Il nous faudra donc changer radicalement nos comportements en matière de transport en favorisant le transport en commun ainsi que le transport ferroviaire alimenté à l'électricité dans la mesure du possible.

Globalement, c'est notre mode de vie qui devra changer. En raison des limites imposées par la nature elle-même, le développement basé sur les ressources renouvelables ne peut se faire que si nous acceptons un mode de vie beaucoup moins énergivore. Ce n'est qu'à ce prix que nous serons en mesure de passer à travers la crise énergétique imminente.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corby (affaires municipales), Fabien Degline, Marie-André Chouinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communis internet) Isabelle Paré (faits), Louise-Maude Rioux-Soucy (sursummatraire), Pauline Gravel (sciences), Guillaume Bourque-Côté (sursummatraire), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (lecteurs), Renée Léo Guimont et Serge Paquin (lecteurs sursummatraire), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cinéma), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Ballarçon (reporter), Paul Caspion (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamoignon (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (sursummatraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Papineau (sursummatraire), Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (sursummatraire); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Corneille, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebat, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernits, Olivier Zaida. INFORMATIONNELLE Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Loli Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard; L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

SCULPTURE

SUITE DE LA PAGE 1

Ses œuvres monumentales sont bien présentes partout au Québec: ses *Pionniers* à Palmarolle, en Abitibi, son *Draveur* à Mont-Laurier, ses *Pêcheurs* aux Îles-de-la-Madeleine, son *Félix* au parc Lafontaine, ses *Travailleurs* à la CSN à Montréal, ses *Bâtisseurs* et son *Triumvirat* à Rimouski et enfin, ses *Amoureux* à l'UQAR.

«Être sculpteur, c'est être capable d'animer une matière et ensuite de lui insuffler une vie, de lui imposer notre idée tout en respectant ce qu'on appelle le génie du matériau. Parfois, la matière ne veut pas aller dans le sens de notre pensée et c'est à nous de l'écouter. C'est un peu comme la musique, au fond.» Roger Langevin a choisi de saisir la fraction de seconde où se produit une pause dans le mouvement des personnages de ses pièces monumentales.

Dans son *Draveur*, le personnage s'apprête à prendre son élan pour lancer une bille de six mètres de longueur. «Où est l'expression? J'aime autant la placer au moment de l'arrêt afin que le mouvement se perpétue dans l'esprit du spectateur.» Il en va un peu de la même manière pour ses *Pêcheurs*, *Bâtisseurs* ou ses *Amoureux*. La géométrie occupe une place prépondérante dans l'œuvre de Langevin.

«La sculpture, c'est un art de l'espace qui met en place des formes concaves, des formes convexes, des volumes, des vides, des pleins, qui ont des surfaces lisses ou rugueuses. C'est un art qui parle au corps d'abord,

surtout la sculpture monumentale. Mais on ne se trompe pas si notre sculpture comporte une structure à base géométrique, sans que ce soit nécessairement rigide. En fait, je crois que je fais de la géométrie sensée; je sensibilise la géométrie en l'habillant de chair, si on veut.»

Dans le cadre de son projet de réaliser une vingtaine de pièces monumentales en une décennie, Roger Langevin souhaite être à l'écoute de la société afin d'en saisir le pouls. Une pièce sur un thème donné entraînera la suivante. Ainsi, une œuvre sur la convivialité ou le bonheur d'être ensemble pourrait être suivie d'une autre sur la solitude. «Avec ma sculpture, je pourrais me rapprocher davantage des êtres, des jeunes aussi, pour aller chercher une expression dans mon art de différentes fins de la société actuelle, sans copier littéralement ce que je vois.»

Après avoir enseigné les arts pendant 12 ans au niveau secondaire, à Mont-Laurier, Roger Langevin se consacre entièrement à sa carrière de sculpteur pendant 18 ans avant d'effectuer un retour à l'enseignement à l'UQAR, et ce, depuis 1994.

«Dans l'enseignement de l'art en particulier, on est en relation profonde avec une personne parce que le produit d'un geste artistique, c'est un peu la personne elle-même, et cela demande du respect. De permettre à des gens de se découvrir et de prendre confiance en eux-mêmes, c'est très satisfaisant, je pourrais même dire gratifiant.»

Les étudiants qui s'inscrivent aux cours de Roger Langevin proviennent de toutes les régions du Québec; il craint même d'avoir un jour à refuser des gens. Selon lui, l'école de structure monumentale qu'il est en train de mettre sur pied à Rimouski deviendra la plus importante au Québec, sinon au Ca-

nada. «L'espace qu'on a ici, les techniques nouvelles qu'on veut mettre au point, les appareils qu'on a déjà inventés, tout cela va permettre un départ fulgurant dans le domaine de la sculpture monumentale.»

Sa série de pièces monumentales deviendra un don à la communauté régionale bas-laurentienne. Les autorités municipales et universitaires rimoukoises devront décider si elles les regrouperont dans un parc ou si elles les répartiront dans divers lieux déterminés. «A chaque session de cours, je ferai une sculpture monumentale en compagnie des étudiants, qui sera léguée à la communauté régionale; on pourra en faire un parc. Ce n'est pas à moi de décider de l'emplacement. J'ai déjà une petite idée là-dessus mais je laisse le soin aux élus municipaux, aux autorités universitaires d'en décider. Au point de vue financier, je me ferai aider par des entreprises privées pour payer au moins les matériaux.»

La Grande Baigneuse sera suivie de La Grande Plongeuse mais, par la suite, Roger Langevin ne veut plus fixer de contraintes à son imagination puisqu'il bénéficie d'un lieu aux dimensions appropriées (un ancien entrepôt du Canadien National situé à proximité de l'université rimoukoise) et qu'il possède maintenant l'expertise, les années d'expérience, les moyens techniques, les matériaux composites et les outils pour aller de l'avant. «Je veux aller au bout de mes possibilités, je n'ai pas de pertes de temps à vendre mon œuvre, à faire du démarchage. Je veux me libérer complètement de toutes situations compétitives.»

Collaboration spéciale

IMMIGRANTS

SUITE DE LA PAGE 1

réaliser des enquêtes auprès de la clientèle afin de mesurer l'impact des programmes à plus long terme», précise un document émanant du ministère sur le sujet.

La directive indispose au plus haut point les groupes communautaires, qui espèrent toujours convaincre le ministère de revenir sur sa décision lors de discussions au sein d'un comité conjoint cet automne. «C'est unanime dans la soixantaine d'organismes, on n'accepte pas cette demande. Cela va contre l'esprit de la relation de confiance avec la clientèle. [...] Il peut par exemple y avoir des personnes qui ne sont pas toujours "réglo" au niveau de leur statut», fait valoir le coordonnateur de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, Stephan Reichold, précisant qu'il n'a eu pour l'instant aucune garantie quant à l'anonymat de la clientèle.

Il souligne qu'une telle politique ne s'applique pas ailleurs dans le communautaire. «Personne n'oserait demander ailleurs l'identité de la clientèle. Ce serait le seul groupe identifié nominativement», ajoute-t-il.

Président du conseil d'administration du groupe La Maisonnée, situé dans le quartier Villeray, Guy Drudi estime que cela s'apparente même à une pratique «discriminatoire». «On peut même parler de profilage. Cela dit "les gens qui viennent de l'extérieur, on doit s'en méfier, les fichier." [...] On met à distance au niveau social les gens qui viennent d'arriver.»

Comme les organismes devront demander aux clients leur permission avant de transmettre ces informations, il pense que cela pourrait avoir un «effet de refroidissement». «On craint que les gens ne viennent plus consulter les organismes. Cela réduirait la portée de nos services», poursuit M. Drudi.

À la Maison internationale de la Rive-Sud, on juge cette pratique tout à fait inutile pour le ministère, puisqu'il collige déjà des données sur le profil des clients. «On sait pertinemment que les trois quarts des clients hériteront à autoriser la divulgation de ces informations au ministère, connaissant l'attitude de l'immigrant qui vient d'arriver», observe le directeur, Noureddine Belhocne. Il redoute une baisse du financement, puisque certains clients ne pourraient plus être comptabilisés s'ils demeurent anonymes.

Exercice de rationalisation

Au ministère, on n'a pas l'intention de reculer sur cette exigence administrative, même si la ministre précédente, Michèle Courchesne, avait ouvert une porte en ce sens. «C'est sûr qu'il y a des gens qui pourraient être un peu embêtés par cela et se poser des questions. C'est leur droit. On a aussi le droit et le devoir de leur donner les bonnes explications sur ce qui motive cette cueillette de renseignements», fait valoir Mme Paradis.

Si le ministère recevait déjà des données sur l'âge, le sexe, l'origine ethnique et le type de services reçus, il pouvait difficilement faire des recoupements entre les différents organismes communautaires. La nouvelle politique vise donc à évaluer les débouchements qu'il pourrait y avoir entre les différents organismes. «Si on s'aperçoit que la personne fait trois organismes pour avoir tous les services dont elle a besoin, il y a peut-être un manque quelque part, que ce soit au ministère ou dans nos organismes. [...] On veut s'assurer que l'argent est bien dépensé et que cela sert vraiment pour ce à quoi c'est supposé servir», ajoute l'attachée de presse de la ministre. Le ministère consacre un peu plus de sept millions \$ annuellement au secteur communautaire pour l'accompagnement des nouveaux arrivants.

Mme Paradis assure par ailleurs que ces données ne seront pas transmises à d'autres ministères, pas plus qu'aux services d'immigration canadiens qui pourraient vouloir débuser des immigrants illégaux. «C'est vraiment dans le but de faire la reddition de compte. Point final!», jure Mme Paradis. Elle souligne par ailleurs que les groupes similaires dans le reste du Canada sont déjà soumis à ce type de reddition de compte et que les noms des immigrants québécois qui suivent des cours de francisation sont déjà transmis au ministère, qui leur verse des allocations.

Le directeur des politiques et des programmes d'intégration au ministère, Eric Gervais, promet que la mise en œuvre se fera en partenariat avec les groupes communautaires.

Le Devoir

Le Devoir

GAZA

SUITE DE LA PAGE 1

Opposé au plan de son rival de longue date, il l'a néanmoins approuvé plusieurs fois en deux ans et demi passés au sein de l'exécutif, tout en essayant de le torpiller au dernier moment en début d'année au Parlement.

Fini donc de louvoyer au sujet d'une politique impopulaire auprès de la plupart des sympathisants de son parti. Or, on s'attend à ce qu'il brigue la direction du Likoud, actuellement occupée par M. Sharon, après le désengagement. La formation de droite s'était prononcée contre la suppression des 21 colonies de la bande de Gaza (8500 habitants) et de quatre autres de Cisjordanie (500).

Le ministre des Finances et ancien premier ministre a soigné sa sortie, selon son collègue travailliste et plus modéré Matan Vilnai, qui a trouvé l'épisode «très dramatique»: M. Nétanyahou a placé sa lettre devant M. Sharon, qui n'a pas eu de réaction visible.

Des colons et députés ont appelé les autres ministres du Likoud à suivre l'exemple du grand argentier mais la ministre de l'Éducation Limor Livnat, pourtant réticente à soutenir le retrait, a répondu sur la deuxième chaîne de télévision: «Si j'avais voulu démissionner, j'aurais démissionné.»

La situation est délicate pour Ariel Sharon, confronté à l'opposition farouche des radicaux, ses alliés traditionnels. Le bon déroulement des opérations dépend désormais principalement des militants palestiniens et des colons à évacuer.

Soucieux d'apaiser les esprits, le premier ministre a ouvert le conseil des ministres d'hier en condamnant l'assassinat de quatre Arabes israéliens par un Israélien opposé au désengagement, jeudi dans le nord de l'État hébreu. Le jeune homme, qui avait déserté l'armée pour protester, a ouvert le feu dans un autobus avant d'être lynché par la foule.

«Le danger existe qu'un tel événement se reproduise», a souligné M. Sharon, critiquant la «terrible incitation» à la violence des extrémistes juifs. La tuerie avait également été condamnée par les leaders colons. Quant à l'assassin, Eden Natan-Zada, 19 ans, il a été enterré hier dans sa ville de Rishon Letzion au cours d'une cérémonie civile.

Face à la menace causée par les extrémistes juifs, le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, a décidé de mettre en œuvre une procédure d'ordinaire utilisée à l'encontre des activistes palestiniens: trois extrémistes juifs présumés, dont un ressortissant américain, ont ainsi été placés hier en détention administrative, permettant de les retenir sans inculpation, a précisé un responsable du ministère.

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

incluant l'équité salariale, «ce qui représente 3 milliards de dollars», a-t-il précisé. Les employés de l'État devraient comparer leur sort, selon lui, aux autres travailleurs du Québec soumis à la «farouche concurrence internationale». Tels ces employés de New Richmond, «qui viennent de perdre leur emploi». Il faisait référence à la fermeture de l'usine Smurfit-Stone en Gaspésie, annoncée à la fin de la semaine dernière.

Lors d'un point de presse qui a suivi son discours, le premier ministre a précisé qu'il refusait de se «retroouver comme René Lévesque en 1981». Le fondateur du Parti québécois, a rappelé M. Charest, avait alors dû revenir sur des conventions collectives précédemment signées pour réduire de 20 % les salaires des employés; la situation économique, qui s'était détériorée, le commandait. «Ce que je vous dis, c'est que ce n'est pas vrai que je vais signer des conventions collectives pour ensuite revenir en arrière. On va tenir compte de la réalité, de la capacité de payer des Québécois.»

Dégel possible

Plus tôt dans son discours, M. Charest avait décrit son parti comme celui «des grands bons en avant», surprenante utilisation d'une formule maoïste. A ses dires, grâce aux actions de son gouvernement, élu en avril 2003, il y a 32 000 chômeurs en moins au Québec et «l'engorgement des bulletins de nouvelles par l'engorgement des urgences a cessé».

Affirmant que l'automne qui s'en vient en sera un «de débats», M. Charest a aussi lancé: «Il faut avoir le courage de nommer les grands enjeux, de faire des débats, pas de tourner le dos aux débats. De ne pas dire non chaque fois qu'on propose de nouvelles idées.»

Tout le monde a alors pensé à cette notion de «dégel responsable» des frais de scolarité, adoptée massivement par la Commission jeunesse libérale samedi. En point de presse, M. Charest a dit hier qu'il respecterait l'engagement de son parti de maintenir les frais gelés pour le reste du mandat. Et s'il en obtenait un second? Refusant de se mouiller tout de suite, M. Charest a annoncé que «le débat se fera» lors du dépôt du rapport de Michel Gervais, prévu le mois prochain, et que l'option du dégel serait sur la table. Ancien recteur de l'Université Laval et présentement directeur général du Centre hospitalier Robert-Giffard, M. Gervais dirige une équipe de travail qui a été chargée, lors des Forums régionaux, d'étudier «le maintien de l'accès à des services éducatifs de qualité».

Le ministre des Finances Michel Audet, qui assistait

à la fin du congrès, a déclaré qu'un tel «dégel responsable» était pratiquement inévitable.

Les jeunes libéraux, dont le chef Simon Bégin, utilisent la notion de «dégel responsable» pour signifier que toute hausse de frais de scolarité ne devrait se faire qu'à des conditions précises, par exemple que le gouvernement provincial s'engage à réinvestir les sommes recueillies en éducation; que le système des prêts et bourses soit amélioré; que le gouvernement fédéral «fasse sa part».

D'ailleurs, Jean Charest a annoncé hier qu'il demanderait au fédéral cette semaine parle biais du Conseil de la fédération de ramener le financement de l'éducation post-secondaire au niveau qu'il était en 1995, avant que Paul Martin, alors ministre des Finances, ne le réduise. «Cela pourrait représenter une somme de 4 milliards sur quelques années», a-t-il précisé.

Bien que qualifiée de «responsable», cette option a soulevé l'ire des groupes étudiants, dont la Fédération étudiante universitaire, qui l'a dénoncé dès samedi après-midi par la voix de son porte-parole, Jean-Patrick Brady. Un militant libéral opposé au dégel, Paul Huynh, qui l'a combattue sur le parquet du congrès, s'est dit «extrêmement déçu» de la décision de ses collègues. Si jamais l'option du dégel était adoptée par le gouvernement, cela provoquerait «le feu sur les campus», a déclaré M. Huynh, aussi membre du Conseil permanent de la jeunesse et fiscaliste chez Ernst & Young.

Des jeunes péquistes se sont aussi rendus «en mission commandée» hier, sur le campus de l'Université de Sherbrooke, pour dénoncer le dégel adopté par la CJ. Leur président, Claude Villeneuve, a soutenu que c'est M. Charest qui avait contraint les jeunes à opter pour le dégel. «C'est téléguilé.» Selon M. Villeneuve, la CJ libérale ne fait plus preuve d'aucune audace envers ses aînés, «elle est maintenant une sorte de focus group au service de Jean Charest».

Quant au brûlant dossier des «strings» ou de la sexualité précoce des adolescents, notons que les jeunes libéraux ont adopté samedi une résolution qui demande à l'État «d'encourager — plutôt que d'imposer — l'adoption d'un code vestimentaire qui interdirait les vêtements trop suggestifs et offensants». Questionné à ce sujet, le premier ministre Charest a déclaré, un brin mal à l'aise, «qu'il y aurait débat». Il a remercié la CJ d'avoir abordé la question, car cela a permis à tous les foyers du Québec d'en débattre cette semaine.

Pour ce qui est du dossier de l'eau, la CJ a dilué sa résolution samedi, laquelle ne demande plus la nationalisation, mais simplement des États généraux sur la protection de cette ressource.

Le Devoir

PIÉTON

SUITE DE LA PAGE 1

trottoir le moment de traverser la rue contre 90 % des Torontois. L'écart est presque aussi marqué pour l'utilisation de la zone zébrée pour traverser, empruntée par 65 % des piétons québécois contre 86 % des ontariens. On fait légèrement meilleure figure pour le respect de la signalisation: 76 % des citoyens québécois obéissent au petit bonhomme blanc et à la lumière verte contre 91 % des ontariens.

Nul doute donc, l'homme Montréalais souffre bien de cette névrose urbaine que les Américains ont même nommée: le jaywalking. L'indiscipline du piéton n'est pas en soi illégale. Elle le devient quand elle met en danger le piéton qui la pratique ou les autres acteurs de la grande jungle urbaine. «Rien ne dit qu'on doit traverser en ligne droite plutôt qu'en diagonale», précise le commandant Alain White, adjoint au chef de section de la sécurité routière au Service de police de la ville de Montréal (SPVM). Ce qu'il faut c'est traverser de façon sécuritaire.

Or selon les statistiques du SPVM, 48 % des vic' times d'accidents de la route à Montréal sont des piétons, comparativement à 13 % pour le Québec. Ceux-ci sont responsables de 47 % des accidents mortels et graves, alors que l'automobiliste est en cause dans 30 % des cas.

Curieusement toutefois, les opérations policières annuelles échouent à remettre les piétons dans le droit chemin du passage désigné aux intersections. Depuis des années, la police, qui s'installe à des carrefours qu'elle juge plus dangereux, attribue le même nombre de contraventions, en moyenne 2200. Les trois infractions pour lesquelles on punit davantage: traverser sur un feu rouge, ailleurs qu'à une intersection, ne pas respecter les feux piétons (la petite main rouge). À 15 \$ chacune — comparé à 45 \$ à Vancouver et 50 \$ à Toronto —, il n'y a peut-être pas de quoi adopter la droiture piétonne.

La tactique policière est d'autant plus stérile qu'elle cible mal le problème, selon Pierre Morency, médecin spécialiste de la sécurité du piéton à la Direction de la santé publique de Montréal. Il a réalisé une cartographie des 27 arrondissements qui détaille les lieux où les collisions surviennent. Premier constat: «c'est concentré dans les quartiers centraux montréalais» où vit la majorité des citoyens. Deuxième constat: il n'y a pas d'intersection névralgique. «C'est très dispersé; il est erroné de penser qu'on peut régler le

problème en intervenant sur une seule intersection, comme Peel et Sainte-Catherine. Ce qu'on considère comme des endroits dangereux ne représentent que 2 à 3 % des décès.»

Le SPVM reconnaît l'inefficacité de ses méthodes. Même les agents ont du mal à sévir contre l'indiscipline piétonnière hors des campagnes ciblées. Selon un sondage, la majorité d'entre eux souhaitent plus d'appui, des campagnes aussi agressives que celle de l'alcool au volant par exemple, «pour ne pas se sentir comme un petit poisson dans une grande mer», indique le commandant White. Le SPVM s'attelle d'ailleurs à «modifier les comportements et la culture des piétons» grâce à un plan quinquennal, mis en branle cette année conjointement avec les partenaires — la Ville, le ministère des Transports, la SAAQ, etc.

D'ici là et en tout temps, «si (on traverse) loin des intersections, on doit le faire en cédant le passage aux véhicules», tranche le commandant. Le verdict est tombé, étrangement incongru: la tôle ambulante l'emporte sur le piéton de chair et d'os. Et si le problème se trouvait là, justement? Dans sa domination, la voiture aurait dicté un aménagement urbain qui ne sied pas au piéton. (Eil pour oeil, dent pour dent, le piéton tente d'imposer sa marche comme l'automobile dicte sa loi depuis près d'un siècle.)

Car selon l'étude citée plus haut, l'imprudence légendaire des Québécois n'entraîne pas plus d'accidents mortels que la belle discipline des Ontariens... La hardiesse paye, semblent même indiquer les chiffres, puisque le piéton montréalais devient plus alerte et prend plus d'initiatives, que ce soit pour laisser passer les voitures ou pour éviter leurs manœuvres dangereuses.

«Il y a tellement de fausses perceptions, clame Mme Rhona Swarbrick, cofondatrice avec Janise Etter de l'organisme torontois de défense des droits des piétons, Pedestrian Planning Network. On a relevé que chez les piétons tués, ça se distribue moitié-moitié entre ceux qui tentaient de traverser au milieu de la rue et ceux qui traversaient au passage désigné.» En d'autres mots, qu'est-ce qui nous dit qu'un comportement est réellement plus dangereux que l'autre?

«L'indiscipline des piétons n'a d'égale que celle des automobilistes, explique pour sa part Jean Décarie, géographe et aménagiste à la retraite. Le vrai problème, c'est le respect du piéton.» Une affirmation qui trouve un écho dans une donnée bien concrète des statistiques policières: les automobilistes qui ne cèdent pas le passage au piéton, sur les traverses jaunes ou blanches désignées, représentent 80 % des infractions au code de la route.

Le Devoir

Associated Press

Sudoku

5	9	7	6					
2		7						
				3	5			9
9			8			2		7
4				1	5			
2		4						
3							2	6
8			6					
1			8	4				3

0027

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

2	3	5	9	4	6	7	1	8
6	1	8	2	7	5	3	9	4
4	7	9	8	1	3	6	2	5
1	2	6	4	8	7	5	3	9
8	9	7	5	3	2	1	4	6
3	5	4	6	9	1	2	8	7
5	4	1	7	2	9	8	6	3
9	6	3	1	5	8	4	7	2
7	8	2	3	6	4	9	5	1

0026

info@lee-mordus.com
www.lee-mordus.com

LE DEVOIR

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Média, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Le Devoir